



Assemblée générale

Distr. générale
11 avril 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Communications envoyées, cas examinés, observations formulées et activités diverses menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires*

132^e session (29 janvier-2 février 2024)

I. Communications**

1. Entre le 28 septembre 2023 et le 2 février 2024, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a décidé de porter 182 cas à l'attention des pays suivants : Burundi (1), Chine (1), Chypre (77), Comores (1), Égypte (1), Fédération de Russie (78), Liban (2), Nicaragua (4), Pakistan (10), République populaire démocratique de Corée (4) et Venezuela (République bolivarienne du) (3).
2. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a également décidé de porter 10 cas assimilables à des disparitions forcées à l'attention des autorités de facto dans l'État de Palestine (10).
3. À sa 132^e session, tenue à Genève du 29 janvier au 2 février 2024, le Groupe de travail a décidé de porter 74 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention des pays suivants : Algérie (1), Arabie saoudite (1), Bangladesh (1), Bélarus (1), Chine (5), Égypte (4), Émirats arabes unis (1), Fédération de Russie (1), Gambie (1), Iran (République islamique d') (1), Maroc (1), Mauritanie (1), Pakistan (38), République arabe syrienne (11), République populaire démocratique de Corée (4), Thaïlande (1) et Venezuela (République bolivarienne du) (1).
4. Le Groupe de travail a également décidé de porter sept cas assimilables à des disparitions forcées nouvellement signalés à l'attention des autorités de facto en Libye (1), dans le nord-est de la République arabe syrienne (3), au Yémen (1) et dans l'État de Palestine (2).
5. Le Groupe de travail a considéré comme élucidés 120 cas concernant l'Arabie saoudite (2), l'Azerbaïdjan (1), la Chine (32), l'Égypte (4), la Fédération de Russie (69), le Liban (1), le Mexique (1), le Nicaragua (2), le Pakistan (1), la République bolivarienne du Venezuela (6) et la République islamique d'Iran (1). En tout, 79 cas concernant l'Arabie saoudite (2), l'Azerbaïdjan (1), la Chine (32), la Fédération de Russie (43) et le Mexique (1) ont été considérés comme élucidés à la lumière d'informations reçues des Gouvernements, et 41 cas concernant l'Égypte (4), la Fédération de Russie (26), la République bolivarienne

* Les annexes du présent document sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.

** Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention d'autorités de facto ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.



du Venezuela (6), la République islamique d’Iran (1), le Liban (2) et le Nicaragua (2) ont été considérés comme élucidés à la lumière d’informations fournies par les sources. Sur la base des informations fournies par les sources, le Groupe de travail a également considéré comme élucidés deux cas assimilables à des disparitions forcées qui avaient été portés à l’attention des autorités de facto en Libye. Il a mis fin à l’examen d’un cas concernant l’Espagne.

6. Le Groupe de travail a envoyé des lettres d’intervention rapide concernant Sri Lanka et la Türkiye, lettres qui sont restées sans réponse pendant la période considérée.

7. Entre le 28 septembre 2023 et le 2 février 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d’autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé 27 communications, à savoir six appels urgents conjoints, adressés au Bélarus (1), à la Belgique (1), à Israël (1), à la République islamique d’Iran (2) et à « d’autres acteurs », à savoir les autorités de facto en Libye (1) ; 20 lettres d’allégation conjointes, adressées à l’Angola (1), au Burkina Faso (1), à la Colombie (1), au Costa Rica (1), à l’Égypte (1), aux Émirats arabes unis (1), à la Fédération de Russie (1), au Honduras (1), à l’Indonésie (1), au Mexique (1), au Népal (1), au Nicaragua (1), au Niger (1), au Pakistan (1), au Panama (1), au Pérou (1), à la République arabe syrienne (1), à la République bolivarienne du Venezuela (1), à la Türkiye (1) et au Zimbabwe (1) ; une autre lettre conjointe, adressée au Mali (1)¹.

8. Au cours de la session, le Groupe de travail a examiné et consigné cinq allégations de caractère général concernant le Brésil, la Chine, les États-Unis d’Amérique, l’Iraq et la Libye, qui peuvent être consultées à l’annexe II.

9. La liste complète des communiqués de presse et des déclarations publiés par le Groupe de travail au cours de la période considérée figure à l’annexe III.

II. Autres activités

10. Au cours de la session, le Groupe de travail a examiné des questions internes telles que les projets thématiques, les visites de pays, les rapports de suivi sur les visites de pays effectuées au Kirghizistan et au Tadjikistan, les visites techniques et l’assistance technique qui pourrait être fournie aux États. Il a passé en revue son rapport sur la visite effectuée à Arusha (République-Unie de Tanzanie), du 21 au 26 octobre 2023, auprès des appareils judiciaires et organes chargés des droits de l’homme de l’Union africaine et d’autres organismes sous-régionaux. La question des prochaines visites de pays a également été abordée.

11. En vue de l’élaboration de l’étude thématique sur les disparitions forcées dans le contexte des élections, qui sera présentée au Conseil des droits de l’homme à sa cinquante-septième session, le Groupe de travail a lancé un appel à contributions. Ces dernières étaient à soumettre du 22 novembre 2023 au 15 février 2024. En réponse, le Groupe de travail a reçu 55 communications, dont 3 d’États et 52 de particuliers, d’universitaires et d’organisations de la société civile².

12. Au cours de la session, le Groupe de travail a réfléchi à sa prochaine étude thématique, qui portera sur les disparitions forcées dans le contexte de la protection des terres, des ressources naturelles et de l’environnement. Il prévoit de tenir des consultations à ce sujet à partir de septembre 2024.

13. À sa session, le Groupe de travail a poursuivi l’examen des projets en cours, se penchant notamment sur le projet de déclaration conjointe sur les « disparitions forcées de courte durée », que le Comité des disparitions forcées devrait adopter en septembre 2024. Il a également poursuivi ses travaux sur la question des nouvelles technologies et des disparitions forcées et a déjà examiné les résultats de la première phase du projet. Il publiera les résultats du projet à une manifestation prévue en septembre 2024, lors de laquelle il

¹ Toutes les communications et les réponses mentionnées dans le présent rapport sont consultables à l’adresse <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

² Voir <https://www.ohchr.org/fr/calls-for-input/2024/call-contributions-thematic-study-working-group-enforced-or-involuntary>.

présentera les étapes à suivre pour enquêter sur les cas de disparition forcée à l'aide des nouvelles technologies.

14. Le Groupe de travail a passé en revue l'assistance technique qu'il fournit actuellement aux États, notamment l'appui qu'il prête au Gouvernement chilien aux fins de l'examen du plan national de recherche (*Plan Nacional de Búsqueda, Verdad y Justicia*). Il a discuté du projet d'assistance technique qu'il mènera avec l'unité indépendante colombienne de recherche des personnes portées disparues, qui vise à renforcer les capacités de recherche des personnes en déplacement victimes de disparition forcée et à faire connaître les meilleures pratiques en matière de recherche.

15. À sa session, le Groupe de travail a décidé de mener des recherches sur l'application de la compétence pénale universelle dans les cas de disparition forcée, en partie dans le cadre d'une visite technique qu'il effectuera en Suisse en septembre 2024.

16. À sa session également, le Groupe de travail a tenu des réunions avec des représentants des Gouvernements bolivien, canadien, chilien, français, indonésien, kenyan, lituanien, malaisien, néerlandais, péruvien, polonais et vénézuélien. Il s'est entretenu avec des proches de personnes disparues de plusieurs pays et avec des avocats, des représentants d'organisations non gouvernementales et des membres d'institutions nationales des droits de l'homme qui travaillent sur la question des disparitions forcées dans différents pays. En outre, il a tenu une réunion avec le Bureau du Procureur général du Pérou.

17. La liste des autres activités menées par le Groupe de travail pendant la période considérée figure à l'annexe IV.

18. Le Groupe de travail tiendra sa 133^e session à Varsovie, du 6 au 10 mai 2024.

III. Informations relatives aux cas de disparition forcée survenus dans des États examinés par le Groupe de travail au cours de sa session

Algérie

Procédure ordinaire

19. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Mohamed Khelil, un soldat marocain qui aurait été enlevé le 24 août 1979 par des agents des services de renseignement militaires algériens et des membres du Front populaire pour la libération de la Sagúa el-Hamra et du Río de Oro (Front POLISARIO)³ dans le cadre du conflit au Sahara occidental⁴.

20. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement marocain et au Front POLISARIO une copie du dossier concernant ce cas.

Informations reçues du Gouvernement

21. Le 5 janvier 2024, le Gouvernement a communiqué des informations concernant le cas d'Abdel Abdelmalek, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

³ Le fait que des cas aient été portés à l'attention d'acteurs non étatiques ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de ses autorités.

⁴ En ce qui concerne le statut du Sahara occidental, les Nations Unies ont considéré qu'il s'agissait d'un territoire non autonome auquel s'appliquait le droit à l'autodétermination, conformément aux principes énoncés dans la Déclaration du 14 décembre 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et les résolutions 1541 (XV) et 2625 (XXV) de l'Assemblée générale.

Angola

Lettre d'allégation conjointe et réponse

22. Le 15 janvier 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant les informations reçues selon lesquelles la Commission pour la réconciliation en mémoire des victimes du conflit compte trop de fonctionnaires, lesquels y exercent une influence excessive, manque de transparence dans ses travaux et ne communique pas suffisamment à leur sujet, et faisant état des préoccupations exprimées quant à la fiabilité du processus d'exhumation et d'identification des corps des victimes présumées du massacre du 27 mai⁵.

23. Le 15 mars 2024, le Gouvernement angolais a répondu à la lettre d'allégation conjointe⁶.

Azerbaïdjan

Élucidation

24. Sur la base des informations précédemment communiquées par le Gouvernement arménien, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé après expiration du délai prescrit par la règle des six mois⁷. Le cas en question concerne Vazgen Andreyan, qui est décédé et dont la dépouille a été identifiée.

Bahreïn

Informations reçues du Gouvernement

25. Le 28 décembre 2023, le Gouvernement a communiqué des informations supplémentaires sur les cas de Husain Marzooq et de Mohamed Ramadhan, qui avaient été considérés comme élucidés le 24 mai 2023 à la lumière d'informations reçues de diverses sources⁸.

Bangladesh

Procédure ordinaire

26. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Mohammad Rahamat Ullah, un étudiant et électricien qui aurait été enlevé le 29 août 2023, à son domicile, par des personnes appartenant vraisemblablement au bataillon d'intervention rapide.

Bélarus

Procédure ordinaire

27. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Maria Kalesnikava, qui a été vue pour la dernière fois le 2 février 2023 dans le centre de détention où elle purge une peine de onze ans.

Appel urgent conjoint

28. Le 22 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a lancé un appel urgent concernant la détention au secret prolongée de Mikalai Statkevich et Maria Kalesnikava, qui pourrait constituer une disparition

⁵ AGO 3/2023.

⁶ Voir la réponse au document AGO 3/2023.

⁷ A/HRC/WGEID/130/1, par. 21.

⁸ A/HRC/WGEID/131/1, par. 30.

forcée, et la restriction partielle des communications familiales imposée à un défenseur des droits de l'homme emprisonné au Bélarus⁹.

Belgique

Appel urgent conjoint

29. Le 27 octobre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a lancé un appel urgent concernant deux ressortissantes belges actuellement détenues dans le camp de Roj, dans le nord-est de la République arabe syrienne, qui n'auraient pas été rapatriées car, n'ayant pas d'enfants à charge dans les camps, elles auraient été exclues de la politique de rapatriement de la Belgique. Ces deux femmes risquent d'être victimes de disparition forcée si elles ne sont pas rapatriées¹⁰.

Bhoutan

Informations reçues du Gouvernement

30. Le Groupe de travail a examiné les informations communiquées par le Gouvernement népalais concernant le cas de Lok Nath Acharya, mais les a jugées insuffisantes pour élucider le cas en question.

31. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir aux Gouvernements bhoutanais et indien les informations reçues du Gouvernement népalais.

Brésil

Allégation de caractère général

32. Le Groupe de travail a reçu de sources crédibles des informations selon lesquelles des violations de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ont été commises au Brésil et des obstacles entravent l'application de ce texte dans le pays. Les informations reçues portent sur des disparitions forcées qui sont survenues pendant la dictature militaire (entre 1964 et 1985) et après l'instauration d'un régime démocratique au Brésil, et qui n'ont pas encore été élucidées (voir annexe II).

Burkina Faso

Lettre d'allégation conjointe

33. Le 2 février 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales a envoyé une lettre d'allégation concernant l'enlèvement et la disparition forcée de Daouda Diallo, un défenseur des droits de l'homme¹¹.

Burundi

Procédure d'action urgente

34. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas d'une personne qui aurait été enlevée en septembre 2023 par la Police nationale du Burundi.

⁹ BLR 13/2023.

¹⁰ BEL 3/2023.

¹¹ BFA 1/2024.

Chili

Application de la règle des six mois

35. Le 22 septembre 2022¹², le Gouvernement a communiqué des informations sur trois cas en suspens, sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois, conformément à ses méthodes de travail.

Informations reçues du Gouvernement

36. Le 22 septembre 2022¹³, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 782 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Chine

Procédure d'action urgente

37. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Tsebo, ancien policier et membre du Parti communiste, qui aurait été arrêté le 12 septembre 2023 dans un restaurant du comté de Chenduo (Tridu, en tibétain), dans la préfecture autonome tibétaine de Yushu, par des agents de la police locale chinoise.

Procédure ordinaire

38. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, les cas de cinq personnes qui auraient été détenues arbitrairement par la police locale chinoise en août 2022, dans le comté de Serthar (préfecture autonome tibétaine de Ganzi, province du Sichuan), pour avoir mené des activités religieuses, notamment brûlé de l'encens et proposé des prières. Ces personnes auraient ensuite été transférées dans un lieu inconnu dans le comté de Serthar. L'une d'elles serait morte en garde à vue et son corps n'aurait pas été restitué à sa famille.

Élucidation

39. Sur la base des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer 32 cas comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois, conformément à ses méthodes de travail¹⁴.

Allégation de caractère général

40. Le Groupe de travail a reçu de sources crédibles des informations selon lesquelles des violations de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ont été commises en Chine et des obstacles entravent l'application de ce texte dans le pays. En particulier, certaines formes de privation de liberté appliquées dans le système pénal chinois semblent présenter des éléments constitutifs d'une disparition forcée (voir annexe II).

Colombie

Lettre d'allégation conjointe et réponse

41. Le 27 octobre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation

¹² Le Groupe de travail regrette que la réponse du Gouvernement n'ait pas pu être examinée en temps utile à cause d'une erreur matérielle.

¹³ Ibid.

¹⁴ [A/HRC/WGEID/130/1](#), par. 26.

humanitaire dans le bouchon du Darién, où des décès et des disparitions continuent d’être signalés, situation qui touche les migrants en transit¹⁵.

42. Le 22 décembre 2023 et le 20 février 2024, le Gouvernement colombien a répondu à la lettre d’allégation conjointe¹⁶.

Costa Rica

Lettre d’allégation conjointe

43. Le 27 octobre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d’autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d’allégation concernant la situation humanitaire dans le bouchon du Darién, et l’augmentation du nombre de personnes qui traversent cette région et transitent vers le Costa Rica, où de nombreuses violations des droits de l’homme et atteintes à ces droits, dont des disparitions, continuent d’être signalées¹⁷.

44. Le 21 décembre 2023, le Gouvernement costaricien a répondu à la lettre d’allégation conjointe¹⁸.

Comores

Procédure d’action urgente

45. Agissant au titre de sa procédure d’action urgente, le Groupe de travail a porté à l’attention du Gouvernement le cas d’Achmet Said Mohamed, président de l’organisation d’opposition comorienne « Hury », qui aurait été enlevé le 9 janvier 2024 devant chez lui, à Moroni, par les forces armées comoriennes.

Chypre

Procédure d’action urgente

46. Agissant au titre de sa procédure d’action urgente, le Groupe de travail a porté à l’attention du Gouvernement 77 cas concernant les personnes suivantes, qui ont disparu le 12 décembre 2023 après être entrées dans les eaux territoriales chypriotes durant la traversée du Liban vers l’Europe : Suleiman Mohammad Abu Kashto, Suleiman Mustapha Abu Kashto, Bakr al-Erq, Khadija al-Erq, Leah al-Erq, Lina al-Erq, Moussa Lashekhu, Ibrahim al-Ammarien, Ali Ibrahim, Louay al-Sayed Ahmed, Mahmoud Kantar, Omar Abdullah, Mohammed al-Najm, Abdul Rahman al-Najm, Fadi al-Dahis, Mohammed al-Hassan, Walid al-Shaker, Mohammad Diaa al-Ayyash, Omar al-Barhoum, Mohammed Ali Dakhan, Ali al-Abdullah, Ismail al-Jamal, Mohammed Ousman, Khaled Mohamid, Mohammed Darwish, Ahmad Basel Darwish, Hamed Nazal, Bushra Sharaf al-Din, Mohammed Jamal-Aldin, Abdullah Jamal-Aldin, Ahmad Jamal-Aldin, Khayryi Jamal-Aldin, Amal Dabko, Mohammed Keblawi, Mohammed Keblawi, Kaseem Keblawi, Mohammed al-Homsi, Mohammed al-Housni, Anas Shtiwi, Monir al-Houri, Ayham Anizan, Maher Issa, Mohammed al-Dhubyan, Ibadah Abu Rukba, Kassem al-Sheikh Kassem, Anas al-Hazouri, Fatima al-Yasin, Shahad al-Ahmad, Fouad Hanadi, Ghaith al-Ahmad, Ahmad al-almouri, Ali al-Kalash, Abdulwahab Debak, Faisal al-Abdou, Abdullah al-Abdou, Hasan al-Ali, Sherein al-Ali, Hussein al-Ali, Ahmad al-Mohamad, Ibrahim al-Mohamad, Wissam al-Nayef, Ahmad al-Hamdo, Diab al-Jouma, Amal al-Jouma, Abdelwahab al-Jouma, Moustafa al-Jouma, Jouma al-Jouma, Moustafa al-Jouma, Aida al-Ahmad, Mousaa al-Ali Shaihou, Hasan Zaloukh, Ahmad al-Hamid, Osama al-Ibrahim, Mohammad al-Khasawneh, Qusay al-Mahdi, Nidal Shihadat et Wajdi Rizk.

¹⁵ COL 8/2023.

¹⁶ Voir les réponses au document COL 8/2023.

¹⁷ CRI 1/2023.

¹⁸ Voir la réponse au document CRI 1/2023.

République populaire démocratique de Corée

Procédure d'action urgente

47. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas de quatre personnes qui auraient été détenues au secret par la police chinoise vers septembre et octobre 2023 au centre de détention de Baishan, dans la province du Jilin (Chine), avant d'être renvoyées de force en République populaire démocratique de Corée. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement chinois une copie des dossiers concernant ces cas.

Observations

48. Ayant examiné les cas concernant la République populaire démocratique de Corée, le Groupe de travail s'est dit extrêmement préoccupé par le fait que certaines des personnes rapatriées auraient été victimes de traite, dans la mesure où elles auraient été attirées en Chine à des fins de mariage forcé, de servitude domestique et d'esclavage sexuel, y compris de grossesse forcée. Il regrette qu'il existe vraisemblablement un plus grand groupe de personnes qui ont fui la République populaire démocratique de Corée et ont été détenues en Chine, d'où elles ont été renvoyées de force, sans autre forme de procès, après que la Chine a levé les restrictions liées à la maladie à coronavirus (COVID-19) en janvier 2023.

Procédure ordinaire

49. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, les cas des quatre personnes suivantes :

a) Une personne qui s'est enfuie de la République populaire démocratique de Corée et aurait été détenue arbitrairement en 2010, à Kunming (Chine), avant d'être renvoyée de force en République populaire démocratique de Corée par des agents de la sécurité publique chinois ;

b) Un adolescent qui a fui la République populaire démocratique de Corée et aurait été détenu arbitrairement en 2016 à Yanji, dans la province du Jilin (Chine), par des agents de sécurité chinois, avant d'être renvoyé de force en République populaire démocratique de Corée. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir aux Gouvernements de la Chine et de la République de Corée une copie du dossier concernant ce cas ;

c) Un ancien fonctionnaire et transfuge de la République populaire démocratique de Corée qui aurait été détenu arbitrairement en 2009 dans le comté de Changbai (Chine) par des militaires chinois chargés de la sécurité aux frontières, avant d'être renvoyé de force à Hyesan, dans la province de Ryanggang (République populaire démocratique de Corée) ;

d) Yeon Kyeong-Hyeok, un médecin qui aurait été enlevé chez lui fin mars 2006, vraisemblablement par des agents du Ministère de la sécurité de l'État.

Informations reçues de diverses sources

50. Des sources ont communiqué des informations récentes sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

51. Le 18 décembre 2023, le Gouvernement a répondu au courrier du 13 novembre 2023, dans lequel le Groupe de travail avait porté à son attention les cas qu'il avait examinés selon sa procédure ordinaire à sa 131^e session¹⁹. Le Groupe de travail avait regretté une fois de plus que, à plusieurs reprises, les autorités de la République populaire démocratique de Corée n'aient pas pris acte des cas qu'il lui avait transmis au titre de la procédure humanitaire ou ne les aient pas examinés.

¹⁹ A/HRC/WGEID/131/1, par. 44 et 45.

Équateur

Informations reçues de diverses sources

52. Des sources ont communiqué des informations récentes sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Égypte

Procédure d'action urgente

53. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Wael Abdul Ghani Mohamed Salim, qui aurait été arrêté chez lui le 19 septembre 2023 par des policiers en uniforme.

Procédure ordinaire

54. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, les cas des quatre personnes suivantes :

- a) Mohamed Qerba, qui a été arrêté le 12 janvier 2018 par des agents des services de sécurité publique ;
- b) Gouda Harbi, qui a été arrêté le 2 août 2019 par des agents des forces nationales de sécurité ;
- c) Moussaab Khalil, qui a été arrêté chez lui le 28 janvier 2019 par des agents des forces nationales de sécurité ;
- d) Ahmed Tarek Eissa Siam, qui a été vu pour la dernière fois le 26 juin 2019 après qu'il s'était rendu au poste de police de Belbeis.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

55. Au vu des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés quatre cas, concernant Youssef Mohamed Sobhi al-Sunaiti, Essam Gharib Mahran Khalil et Mostafa Mohamed el-Sayed Hussein, qui se trouveraient en prison, et Mohamed Ibrahim Farid Jabr, qui serait en liberté.

Informations reçues du Gouvernement

56. Le 10 janvier 2024, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Lettre d'allégation conjointe

57. Le 22 janvier 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant la disparition forcée de Hoda Abdel-Moneim et Moaaz Al-Sharqawy, défenseurs des droits de l'homme, et l'engagement répété de poursuites à leur encontre (pratique de la « rotation »). D'après les informations reçues, M^{me} Abdel-Moneim ne recevrait pas les soins médicaux dont elle a besoin, M. Al-Sharqawy aurait été arrêté sans mandat, en dehors de toute procédure régulière, en mai 2023, aurait subi des mauvais traitements et aurait été victime de disparition forcée deux fois en cinq ans, la première fois datant de 2018, et il aurait été condamné à dix ans de prison par le tribunal d'urgence à l'issue d'un procès ne satisfaisant pas aux garanties de procédure²⁰.

²⁰ EGY 7/2023.

El Salvador

Application de la règle des six mois

58. Le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas en suspens, sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois, conformément à ses méthodes de travail.

Informations reçues du Gouvernement

59. Le 27 octobre 2023, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 303 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Gambie

Procédure ordinaire

60. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Peter Mensah, qui a été arrêté le 22 juillet 2005 à Barra par des agents de la marine gambienne. Conformément à ses méthodes de travail, il a fait parvenir au Gouvernement ghanéen une copie du dossier concernant ce cas.

Informations reçues de diverses sources

61. Des sources ont communiqué des informations récentes sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Honduras

Lettre d'allégation conjointe

62. Le 15 décembre 2023, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant une disparition forcée supposément imputable à des agents de l'État, le harcèlement constant de la famille de la victime par des agents des services de sécurité de l'État depuis le signalement de la disparition, le meurtre du père de la victime et la détention d'un autre membre de la famille²¹.

Indonésie

Lettre d'allégation conjointe et réponse

63. Le 15 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant l'inadéquation présumée de certaines mesures que les autorités compétentes indonésiennes ont adoptées pour garantir les droits à la vérité, à la justice, à la réparation et à la mémoire et la non-répétition dans le cadre de la politique gouvernementale de règlement non judiciaire des anciennes violations flagrantes des droits de l'homme²².

64. Le 8 mars 2024, le Gouvernement indonésien a répondu à la lettre d'allégation conjointe²³.

²¹ HND 4/2023.

²² IDN 8/2023.

²³ Voir la réponse au document IDN 8/2023.

Iran (République islamique d')

Procédure ordinaire

65. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Mosa Peyambernejad, qui a été arrêté chez lui le 5 août 1983 par le Corps des gardiens de la révolution islamique.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

66. Au vu des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Delir Mardookhi, qui serait en liberté.

Appel urgent conjoint

67. Le 11 janvier 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a lancé un appel urgent concernant les cas de Mojahed (Abbas) Kourkouri et Reza Rasaei, qui risquent d'être exécutés d'un moment à l'autre en République islamique d'Iran, la Cour suprême ayant confirmé leur condamnation à mort pour « meurtre »²⁴.

68. Le 24 janvier 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a lancé un appel urgent concernant quatre Kurdes, Pejman Fatehi, Vafa Azarbar, Mohammad (Hazhir) Faramarzi et Mohsen Mazloun, qui risquent fortement d'être exécutés secrètement en République islamique d'Iran, sans que leurs familles et leurs avocats en soient informés au préalable, étant donné que les autorités les soumettent à une disparition forcée depuis juillet 2022²⁵.

Iraq

Allégation de caractère général

69. Le Groupe de travail a reçu de sources crédibles des informations selon lesquelles des violations de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ont été commises en Iraq et des obstacles entravent l'application de ce texte dans le pays. Ces informations concernent le projet de loi sur les personnes portées disparues que le Cabinet du Premier Ministre a soumis à la Chambre des députés en 2023. D'après les informations reçues, plusieurs dispositions du texte sont contraires aux normes du droit international, que l'Iraq est tenu de respecter étant donné qu'il a adhéré à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en 2010 (voir annexe II).

Israël

Appel urgent conjoint

70. Le 23 novembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a lancé un appel urgent concernant le fait que de très nombreux Palestiniens, notamment des défenseurs des droits de l'homme, des avocats, des artistes, des étudiants et des enfants, continuent d'être arrêtés et détenus dans les villes et villages de la Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est. Dans certains cas, le sort des personnes arrêtées ou capturées et l'endroit où elles se trouvent resteraient inconnus, ce qui répondrait aux critères d'une disparition forcée. Une copie de l'appel urgent conjoint a été transmise à l'État de Palestine²⁶.

²⁴ IRN 1/2024.

²⁵ IRN 3/2024.

²⁶ ISR 9/2023.

Kazakhstan

Informations reçues du Gouvernement

71. Le 4 décembre 2023, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Liban

Procédure d'action urgente

72. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des deux personnes suivantes :

- a) Al Haj Ahmad Ahmad, habitant de Tripoli, qui aurait été enlevé chez lui le 29 décembre 2023 par des agents des services de renseignements militaires libanais ;
- b) Amer Haddara, habitant de Tripoli, qui aurait été enlevé le 25 décembre 2023 par les forces générales de sécurité.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

73. Au vu des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas d'Amer Haddara, qui serait en liberté.

Libye

Informations reçues de diverses sources

74. Des sources ont communiqué des informations récentes sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Allégation de caractère général

75. Le Groupe de travail a reçu de sources crédibles des informations selon lesquelles des violations de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ont été commises en Libye et des obstacles entravent l'application de ce texte dans le pays. Les informations reçues portent sur la privation arbitraire de liberté et la disparition forcée, en Libye, de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile, y compris de femmes, d'enfants (souvent non accompagnés) et de personnes handicapées. Le Groupe de travail a été informé que les migrants en détention vivaient dans des conditions inhumaines et que les organisations de la société civile qui tentaient de surveiller les lieux de détention et d'aider les captifs se heurtaient souvent à des difficultés. En outre, d'après les informations reçues par le Groupe de travail, aucune enquête n'a été menée sur les circonstances et violations susmentionnées, qui seraient laissées dans l'impunité, et il n'y aurait aucun recours utile disponible pour que les victimes obtiennent réparation pour le préjudice subi dans les lieux de détention concernés (voir annexe II).

Mali

Autre lettre conjointe

76. Le 31 octobre 2023, le Groupe de travail, conjointement à d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre concernant le cadre législatif malien relatif à la lutte contre le terrorisme, qui serait contraire aux normes du droit international et pourrait faciliter la commission de disparitions forcées²⁷.

²⁷ MLI 1/2023.

Mauritanie

Procédure ordinaire

77. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas d'El Ghalia Mohamd Yahdih, qui aurait été enlevée en 1980 dans le centre-ville de Nouadhibou par des personnes non identifiées vraisemblablement impliquées dans le conflit au Sahara occidental.

Mexique

Élucidation

78. Sur la base des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, qui ont été transmises à la source en mai 2023, pendant la période intersession, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé, après expiration du délai prescrit par la règle des six mois²⁸. Le cas en question concerne José Moisés Sánchez Cerezo, qui serait décédé et dont le corps aurait été identifié et rendu à la famille.

Lettre d'allégation conjointe et réponse

79. Le 21 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant le fait que la révision du registre national des personnes disparues et non localisées (*Registro Nacional de Personas Desaparecidas y No Localizadas en México*) aurait été effectuée de manière opaque et non méthodique et que la nouvelle commissaire de la Commission nationale de recherche (Comisión Nacional de Búsqueda) aurait été sélectionnée sans une consultation publique préalable²⁹.

80. Le 19 février 2024, le Gouvernement mexicain a répondu à la lettre d'allégation conjointe³⁰.

Népal

Informations reçues du Gouvernement

81. Le 1^{er} septembre 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 464 cas, dont 59 concernant des femmes et 35 concernant des enfants, mais ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question³¹. Dans le cadre des échanges concernant ces cas, le Groupe de travail a regretté que, en raison d'une erreur matérielle, la réponse du Gouvernement n'ait pas pu être traitée en temps voulu.

Lettre d'allégation conjointe

82. Le 15 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant les graves conséquences des disparitions forcées sur les femmes au Népal, notamment les épouses, les mères et les autres proches des disparus, et le fait que les autorités publiques ne recherchent pas efficacement les disparus, ne mènent pas d'enquêtes indépendantes, impartiales, approfondies et efficaces et ne garantissent pas une réparation intégrale aux familles³².

²⁸ Le Groupe de travail regrette que, en raison d'une erreur matérielle, les renseignements aient été communiqués à la source pendant la période intersession, en mai 2023.

²⁹ MEX 12/2023.

³⁰ Voir la réponse au document MEX 12/2023.

³¹ Le Groupe de travail a regretté que la réponse originale du Gouvernement népalais, datée du 1^{er} septembre 2021 et soumise de nouveau le 29 juin 2022, n'ait pas été traitée en temps voulu en raison d'une erreur matérielle.

³² NPL 3/2023.

Nicaragua

Procédure d'action urgente

83. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des quatre personnes suivantes :

a) Brooklyn Rivera Bryan, chef autochtone misquito et membre de l'Assemblée nationale du Nicaragua, que l'on aurait fait disparaître le 29 septembre 2023 en raison de son affiliation au YATAMA, un parti politique autochtone de la côte caraïbe du Nicaragua ;

b) Freddy Antonio Quezada, que la Police nationale nicaraguayenne aurait fait disparaître à son domicile le 29 novembre 2023 ;

c) Carlos José Avilés Cantón, vicaire général du diocèse de Managua, qui aurait été enlevé après avoir célébré la messe à l'église Santo Cristo de las Colinas, au Nicaragua ;

d) Isidoro del Carmen Mora Ortega, évêque épiscopalien du diocèse de Siuna, qui aurait été enlevé le 20 décembre 2023 dans la municipalité de La Cruz de Río Grande, dans la région autonome de la côte caraïbe sud, par des agents des forces spéciales de la Police nationale nicaraguayenne.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

84. Au vu des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés deux cas, concernant Carlos José Avilés Cantón et Isidoro del Carmen Mora Ortega, qui seraient en liberté.

Lettre d'allégation conjointe

85. Le 15 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant le cas de Fanor Alejandro Ramos, qui a été privé de liberté et aurait été victime de disparition forcée pendant quarante-neuf jours³³.

Niger

Lettre d'allégation conjointe

86. Le 20 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant le harcèlement judiciaire, la détention arbitraire et la disparition forcée de Samira Sabou³⁴.

Pakistan

Procédure d'action urgente

87. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des 10 personnes suivantes :

a) Une personne qui aurait été enlevée en novembre 2023 sur son lieu de travail, dans la province du Baloutchistan, vraisemblablement par des agents de l'État ;

b) Deux personnes qui auraient été enlevées en novembre 2023 dans la province du Baloutchistan par des agents du Frontier Corps ;

c) Quatre personnes qui auraient été enlevées en octobre 2023 dans la province du Baloutchistan par des agents de l'État ;

³³ NIC 4/2023.

³⁴ NER 2/2023.

- d) Une personne qui aurait été enlevée en septembre 2023 à Karachi par des agents de l'État ;
- e) Une personne qui aurait été enlevée en septembre 2023 dans la province du Baloutchistan par des agents des services de renseignement ;
- f) Une personne qui aurait été enlevée en septembre 2023 dans la province du Baloutchistan par des agents du Frontier Corps et des services de renseignement.

Procédure ordinaire

88. Le Groupe de travail a porté 38 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire (voir annexe D).

Observations

89. Le Groupe de travail a constaté qu'un nombre croissant de cas lui étaient signalés et étaient enregistrés par ses soins depuis le début de la crise constitutionnelle au Pakistan en 2022. Il a noté avec un profond regret que de nombreux cas de disparition forcée, en particulier dans les provinces du Baloutchistan, de Khyber Pakhtunkhwa, du Penjab et du Sind, seraient le fait de militaires et de policiers, y compris de membres de forces paramilitaires telles que le Frontier Corps et les Rangers.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

90. Au vu des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas d'une personne disparue dans la province du Baloutchistan, qui serait en liberté.

Lettre d'allégation conjointe

91. Le 22 novembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant le fait que des professionnels des médias, des journalistes, des personnalités publiques et d'autres personnes auraient été victimes de disparition forcée, détenus et traduits en justice, vraisemblablement pour leur soutien au parti pakistanais Tehreek-e-Insaf et en lien avec la destitution et l'arrestation de l'ancien Premier Ministre, Imran Khan³⁵.

Panama

Lettre d'allégation conjointe et réponse

92. Le 27 octobre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation humanitaire dans le bouchon du Darién, où des décès, des disparitions, des violences sexuelles et d'autres violations des droits de l'homme continuent d'être enregistrés, situation qui touche les migrants qui y transitent, dont des enfants et des adolescents³⁶.

93. Le 22 décembre 2023, le Gouvernement panaméen a répondu à la lettre d'allégation conjointe³⁷.

Pérou

Lettre d'allégation conjointe et réponse

94. Le 11 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant la libération de l'ancien Président, Alberto Fujimori, qui avait été condamné à vingt-cinq ans de prison en

³⁵ PAK 9/2023.

³⁶ PAN 1/2023.

³⁷ Voir la réponse au document PAN 1/2023.

2009 pour des crimes de droit international, notamment des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des disparitions forcées³⁸.

95. Le 9 février 2024, le Gouvernement péruvien a répondu à la lettre d'allégation conjointe³⁹.

Philippines

Informations reçues du Gouvernement

96. Le 13 novembre 2023, le Gouvernement a communiqué des informations concernant deux cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Fédération de Russie

Procédure d'action urgente

97. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des 78 personnes suivantes, que les forces de la Fédération de Russie auraient fait disparaître en Ukraine :

a) Un mineur qui aurait été enlevé le 26 février 2022 à son domicile, dans la région de Luhansk, par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés ;

b) Un mineur qui a disparu après le 16 mars 2022 et la tentative d'évacuation de Mariupol, dans la région de Donetsk, alors que la ville était encerclée par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés ;

c) Vladyslav Leshchenko, un soldat ukrainien qui a disparu le 20 mars 2022, après avoir été capturé par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés dans la région de Kyïv ;

d) Yurii Hulchuk, un soldat ukrainien qui a disparu le 12 avril 2022, après avoir été capturé par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés, à Mariupol ;

e) Mykola Tsyhanok, un soldat ukrainien qui a disparu le 23 avril 2022, après un affrontement avec les forces armées de la Fédération de Russie près de Dovhenke, dans la région de Kharkiv ;

f) Serhii Ivashchenko, qui a été enlevé le 31 août 2022 à son domicile, à Starobilsk, dans la région de Luhansk, par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés ;

g) Artem Kudzhanov, qui a été enlevé le 28 octobre 2022 à son domicile, à Bohachka, dans la région de Luhansk, par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés ;

h) Serhii Yeromenko, qui a été enlevé le 22 novembre 2022 à son domicile, à Novooleksandrivka, dans la région de Luhansk, par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés ;

i) Viacheslav Lazarchuk, Volodymyr Liashenko, Vasyl Doloban, Mykola Zachenko, Volodymyr Zaviriukhin, Maksym Ditman, Oleksandr Yakovynets, Vladyslav Kryvoruchenko, Vitalii Hlebov, Oleksii Bas, Andrii Hamolia, Andrii Ishchenko, Viktor Kondusha, Serhii Hryhoriuk, Anatolii Karpiv, Vitalii Lysiuk, Oleksandr Lazarenko, Yevhen Kryklyvyi, Oleksandr Marchuk, Yurii Androniichuk, Oleksandr Kushnarov, Dmytro Riazanov, Oleksandr Yurko, Artem Herasymenko, Kyrylo Rekhtlane, Dmytro Ivashchuk, Serhii Rozhok, Anatolii Zelenyi, Andrii Horbenko, Oleh Yatchenko, Andrii Karpenkov, Ihor

³⁸ PER 9/2023.

³⁹ Voir la réponse au document PER 9/2023.

Shevchuk, Stanislav Shostak, Andrii Kovalov, Oleksandr Zakharov, Serhii Dziubenko, Pavlo Omelchenko, Oleksii Valdovskyi, Viktor Burakovskiy, Dmytro Ptakh, Ihor Voznyi, Mykhailo Tyshchenko, Oleksandr Stopkan, Andrii Kakhychka, Serhii Matvieiev, Maksym Savitskyi, Ruslan Soroka, Ivan Bezkorovainyi, Yurii Bortniuk, Oleksandr Khomenko, Dmytro Prokopenko, Oleksandr Pivniev, Volodymyr Herashchenko, Serhii Herasymchuk, Dmytro Kyrychenko, Vitalii Pavlenko, Vadym Rakut, Maksym Soltanenko, Vitalii Yavtushenko, Maksym Kobzarenko, Stanislav Tretiakov, Leonsii Popov, Dmytro Yarish, Kostiantyn Symonenko, Oleh Zabolotnii, Ihor Hordashko, Dmytro Osiik, Vitalii Kyrnos, Serhii Pasiaka et Oleksandr Boboshko, soldats ukrainiens qui ont disparu entre le 1^{er} juillet 2022 et le 27 février 2023, après des affrontements avec les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés, dans la région de Luhansk.

98. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement ukrainien une copie des dossiers concernant ces cas. Une copie d'un des dossiers a également été transmise au Gouvernement bélarussien.

Procédure ordinaire

99. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas d'Ihor Malyshev, qui a été enlevé le 25 novembre 2021 au point de passage de Stanytsia Luhanska par les forces armées de la Fédération de Russie et les groupes armés affiliés.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

100. Au vu des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés 26 cas, concernant les personnes suivantes : Volodymyr Kolibaba, Yurii Melnyk, Oleksandr Saponenko, Andrii Starynshchak, Viktor Tkach, Vitalii Papenko, Viktor Linnikov, Dmytro Sobolevskiy, Oleksandr Honcharov, Maksym Kolesnikov, Viacheslav Likhtanskyi, Yevhen Bondar et Serhii Bachevskiy, qui ont été libérés par la Fédération de Russie et sont en liberté ; Viachelsav Horban, Anton Volovych, Serhii Kravtsov, Ivan Kovalchuk, Roman Tretiakov, Viacheslav Hryhoriev et Dmytro Mezhenkskyi, dont on a déterminé le sort et l'endroit où ils se trouvent ; Vladyslav Herykh, Yurii Mykytiuk, Yehor Kolosovskiy, Oleksandr Fedorov et Andrii Lozovytskyi, qui sont décédés et dont les corps ont été identifiés ; Mykhailo Karetnyi, qui est mort en détention.

Informations reçues de diverses sources

101. Des sources ont communiqué des informations récentes sur 278 cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Informations reçues d'autres États concernés

102. Le 1^{er} août et le 29 septembre 2023, le Gouvernement ukrainien a communiqué des informations concernant 192 cas en suspens comptabilisés dans les statistiques concernant la Fédération de Russie. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Application de la règle des six mois

103. Le Gouvernement ukrainien a communiqué des informations concernant 20 cas en suspens relevant de la Fédération de Russie, sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois, conformément à ses méthodes de travail.

Élucidation

104. Sur la base des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer 43 cas comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois⁴⁰. Ces cas concernent Volodymyr Kucheriavenko, Ruslan Fomin, Mykola Perets, Yevhenii Polishchuk, Vadym Sukach, Denys Haiduk, Yelizar

⁴⁰ [A/HRC/WGEID/130/1](#), par. 57.

Kholomiiev, Vasyl Zaiarnyi, Anton Sydorenko, Oleh Vorona, Pavlo Horban, Vitalii Korotkov, Pavlo Kryvda, Ivan Kuzmenko, Yan Klymenko, Yurii Marchenko, Ivan Dovhan, Oleksandr Reshynskiy, Petro Dedushko, Vadym Oleinikov, Stanislav Pererva, Vitalii Holdenko, Ivan Sakov, Denys Maholenets, Viktor Futorian, Serhii Lysov, Andrii Tabakin, Vasyl Boiko, Vladyslav Svirchevskiy, Dmytro Vitkovskiy, Serhii Tamaza, Danylo Chebotarov, Artem Sliepukhin, Oleh Krushovskiy, Eduard Soloviov, Yevhen Uhrin, Oleksandr Hanzheiev, Pavlo Kryvenko, Oleksandr Kushnerenko, Volodymyr Sapun, Serhii Topchyi, Volodymyr Simonov et Oleh Kolodinskyi, qui auraient été libérés par la Fédération de Russie et sont en liberté.

Lettre d'allégation conjointe

105. Le 27 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant Victoria Roshchyna, une journaliste indépendante ukrainienne qui a disparu après le 3 août 2023, après avoir traversé la frontière en route vers le territoire de l'Ukraine occupé par la Fédération de Russie⁴¹.

Arabie saoudite

Procédure ordinaire

106. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Manahel al-Otaibi, qui a été arrêté après s'être rendu au poste de police d'Al-Sahafa le 16 novembre 2022.

Application de la règle des six mois

107. Le Gouvernement a communiqué des informations concernant trois cas en suspens, sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois, conformément à ses méthodes de travail.

Élucidation

108. Sur la base des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer deux cas comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois.⁴² Ces cas concernent Eid Hammoud al-Mashhour al-Howeiti et Sulaiman Mohammed Moussa al-Howeiti, qui se trouveraient en prison.

Espagne

Informations reçues de diverses sources

109. Des sources ont communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Cessation de l'examen

110. Le 15 novembre 2023, des sources ont communiqué des informations concernant un cas, sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé de mettre fin à l'examen du cas d'Abel Ballart Sans.

⁴¹ RUS 29/2023.

⁴² [A/HRC/WGEID/130/1](#), par. 62.

République arabe syrienne

Procédure ordinaire

111. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, les cas des 11 personnes suivantes :

- a) Une personne qui aurait été arrêtée le 18 mars 2012 à un poste de contrôle situé dans la province d'Alep par des agents des forces de sécurité ;
- b) Une personne qui a été arrêtée le 25 mai 2012 dans une banlieue du sud de la province d'Edleb par des agents des forces de sécurité militaires du régime syrien ;
- c) Une personne qui a été arrêtée en 2012, vraisemblablement par des agents des forces de sécurité du régime syrien, à un poste de contrôle situé dans la province de Damas ;
- d) Une personne qui a été arrêtée en 2012, vraisemblablement par des agents des forces de sécurité du régime syrien, à un poste de contrôle situé sur l'autoroute reliant Damas à Homs ;
- e) Une personne qui a été arrêtée en 2014, vraisemblablement par des agents du Service de renseignement de l'armée de l'air, au bureau local du Service situé à Homs ;
- f) Une personne qui a été arrêtée chez elle le 8 janvier 2014, vraisemblablement par des membres de l'armée syrienne ;
- g) Une personne qui a été arrêtée le 1^{er} juin 2011 dans les bureaux du Département de l'immigration et des passeports à Alep, vraisemblablement par des agents du Service de renseignement militaire ;
- h) Une personne qui a été enlevée le 22 juillet 2011 à Qoumhané et qui aurait été vue pour la dernière fois à la prison de Sednaya des années plus tard ;
- i) Une personne qui a été arrêtée le 15 mars 2013 à un poste de contrôle situé dans la province de Tartous, vraisemblablement par des agents de la Direction des renseignements généraux ;
- j) Une personne qui a été arrêtée le 2 juillet 2013 à son domicile, à Damas, vraisemblablement par des agents de la Direction générale de la sécurité d'État ;
- k) Une personne qui a été arrêtée en octobre 2012 au camp de Yarmouk, dans le sud de Damas, vraisemblablement par des membres des forces du régime syrien.

Lettre d'allégation conjointe

112. Le 18 octobre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant le massacre de plus de 280 civils à Tadamoun (République arabe syrienne), perpétré en avril 2013 et révélé en 2022, et le fait que ces atrocités n'ont donné lieu à aucune enquête ni poursuite et que les auteurs présumés des faits continuent de bénéficier de l'impunité. Des victimes de disparition forcée et les personnes qui avaient été arrêtées aux postes de contrôle situés près de Tadamoun juste avant le 16 avril 2013 feraient partie des victimes⁴³.

Tadjikistan

Application de la règle des six mois

113. Le Gouvernement turc a communiqué des informations sur un cas en suspens, dont il avait reçu une copie du dossier, concernant un citoyen turc qui a disparu au Tadjikistan durant son transfert transnational⁴⁴ vers la Türkiye. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois, conformément à ses méthodes de travail.

⁴³ SYR 2/2023.

⁴⁴ Pour plus d'informations sur les disparitions forcées survenant dans le contexte de transferts transnationaux, voir le document [A/HRC/48/57](#).

Thaïlande

Procédure ordinaire

114. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Pholachi « Billy » Rakchongcharoen, un militant écologiste karen originaire de la province occidentale de Phetchaburi (Thaïlande), que l'on a arrêté et fait disparaître le 17 avril 2014.

Türkiye

Informations reçues du Gouvernement

115. Le 5 septembre 2023, le Gouvernement a communiqué des informations concernant six cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Lettre de demande d'intervention rapide

116. Le 23 novembre 2023, le Groupe de travail a envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant les atteintes arbitraires au droit de réunion pacifique du groupe Samedi Mères/Peuple (Cumartesi Anneleri), ainsi que l'arrestation et la détention des participants aux veillées que le groupe organise tous les samedis sur la place Galatasaray, à Istanbul.

Lettre d'allégation conjointe

117. Le 27 décembre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant l'intervention violente de la police dans les veillées pacifiques organisées chaque semaine sur la place Galatasaray, à Istanbul, par le groupe Mères/Peuple du samedi, et le harcèlement judiciaire des défenseurs des droits de l'homme qui participent à ces veillées⁴⁵.

Émirats arabes unis

Procédure ordinaire

118. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Mansour Hassan Ahmad Abdullah al-Ahmadi, qui a été arrêté le 5 juin 2023 après s'être rendu auprès de l'Autorité fédérale pour l'identité, la citoyenneté, les douanes et la sûreté portuaire à Abou Dhabi.

Informations reçues de diverses sources

119. Des sources ont communiqué des informations sur 11 cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Lettre d'allégation conjointe

120. Le 10 janvier 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant l'engagement de nouvelles poursuites contre 84 des 133 personnes mises en accusation en 2011 pour avoir demandé des réformes démocratiques. La plupart des personnes visées avaient été condamnées de chefs liés au terrorisme dans le cadre du procès « UAE 94 » et terminaient ou avaient récemment terminé de purger leurs peines. La lettre d'allégation portait également sur les irrégularités présumées dans le dernier procès en date, connu sous le nom d'« UAE 87 », plus précisément l'absence de garanties d'un procès équitable et le recours à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour extorquer des aveux. En outre, le Groupe de travail et les autres mécanismes relevant des procédures

⁴⁵ TUR 10/2023.

spéciales ont exprimé leurs préoccupations quant au fait que certaines des personnes susmentionnées avaient vu leur état de santé se dégrader en détention et qu'au moins 12 d'entre elles avaient été détenues au secret⁴⁶.

États-Unis d'Amérique

Allégation de caractère général

121. Le Groupe de travail a reçu de diverses sources des informations sur les obstacles liés à l'application de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées aux États-Unis d'Amérique, plus précisément la disparition forcée de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile, notamment de femmes, y compris de femmes enceintes, d'enfants et de personnes handicapées demandant la protection des États-Unis. Les informations obtenues suggèrent que les agents du Bureau des douanes et de la protection des frontières, les gardes-côtes et d'autres agents de l'État ont privé de liberté des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, qui ont été détenus au secret pendant plusieurs jours, soustraits à la protection de la loi et privés de leurs droits fondamentaux, sans que leurs proches, leurs représentants légaux ou d'autres personnes ayant un intérêt légitime aient accès à des renseignements concernant leur sort ou l'endroit où ils se trouvaient (voir annexe II).

Venezuela (République bolivarienne du)

Procédure d'action urgente

122. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des trois personnes suivantes :

- a) Carlos Jesús Sánchez Vásquez, un colonel de l'armée vénézuélienne qui aurait été victime de disparition forcée le 14 décembre 2023 à Caracas ;
- b) Anyelo Julio Heredia Gervacio, un capitaine de l'armée vénézuélienne qui aurait été arrêté par la Garde nationale bolivarienne à la frontière entre Cúcuta (Colombie) et San Antonio del Táchira (République bolivarienne du Venezuela) ;
- c) Roberto Gazan Abdul-Hadi Casanova, ressortissant vénézuélien et italien membre d'un parti d'opposition, que l'on a arrêté et fait disparaître le 6 décembre 2023. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement italien une copie du dossier concernant ce cas.

Procédure ordinaire

123. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Joshep Joel Hernández Ortiz, que le Bureau des enquêtes scientifiques, criminelles et médico-légales aurait fait disparaître le 21 août 2012.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

124. Au vu des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés les cas concernant les six personnes suivantes :

- a) Julio César Caldera Ávila et Jendré José Caldera Ávila, qui seraient emprisonnés au Centre de contrôle et de protection des détenus de la Police nationale bolivarienne (aussi connu sous le nom de « Zone 7 »), à Boleíta, dans la municipalité de Sucre, dans l'État de Miranda ;
- b) Daniela Navas, Yexianni Navas et Yexander Josué Caldera Navas, qui sont en liberté ;
- c) Roberto Gazan Abdul-Hadi Casanova, qui est détenu par le Service national de renseignement bolivarien, à Caracas.

⁴⁶ ARE 1/2024.

Lettre d'allégation conjointe

125. Le 24 janvier 2024, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant la détention arbitraire et les actes de torture dont Hugo Rafael Centeno et Oswil Centeno ont été l'objet, la détention arbitraire, la disparition forcée et les actes de torture dont David José Mosquera Pérez a été l'objet, et le décès ultérieur de Hugo Rafael Centeno et David José Mosquera Pérez⁴⁷.

Yémen**Lettre d'allégation conjointe et réponse**

126. Le 25 août 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant l'insuffisance et l'inadéquation des mécanismes mis en place par le Gouvernement yéménite pour fournir, selon l'étendue et la gravité des préjudices subis, un recours et une réparation pleine et effective aux victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire commises pendant le conflit armé au Yémen, et pour enquêter efficacement sur les violations et engager des poursuites contre leurs auteurs⁴⁸.

127. Les 18 et 30 octobre 2023, le Gouvernement yéménite a répondu à la lettre d'allégation conjointe qui lui avait été adressée le 25 août 2023⁴⁹.

Zimbabwe**Lettre d'allégation conjointe et réponse**

128. Le 18 octobre 2023, le Groupe de travail, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, a envoyé une lettre d'allégation concernant l'enlèvement, puis la disparition forcée et les mauvais traitements dont Womberaiishe Nhende et Sanele Mukuhani, militants et membres de la Citizens' Coalition for Change, le plus grand parti d'opposition au Zimbabwe, ont été l'objet. La lettre d'allégation portait également sur l'arrestation et la détention présumées de Douglas Coltart et Tapiwa Muchineripi, défenseurs des droits de l'homme et avocats⁵⁰.

129. Le 15 novembre 2023, le Gouvernement zimbabwéen a répondu à la lettre d'allégation conjointe⁵¹. Le Groupe de travail le remercie pour sa réponse mais demeure préoccupé par un certain nombre de points et attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec lui.

IV. Informations relatives aux actes assimilables à des disparitions forcées imputables à des acteurs non étatiques examinées par le Groupe de travail au cours de sa session

Libye (autorités de facto)**Procédure ordinaire**

130. Le Groupe de travail a porté à l'attention de l'Armée nationale libyenne, selon sa procédure ordinaire, le cas de Rabie Bader Aldeen Belkhair, qui a été enlevé le 19 novembre 2013 à Tripoli par des miliciens armés appartenant vraisemblablement à l'Armée nationale

⁴⁷ VEN 2/2024.

⁴⁸ YEM 1/2023.

⁴⁹ Voir la réponse au document YEM 1/2023.

⁵⁰ ZWE 2/2023.

⁵¹ Voir la réponse au document ZWE 2/2023.

libyenne. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement libyen une copie du dossier concernant ce cas.

Élucidation au vu d'informations reçues de diverses sources

131. Au vu des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés deux cas, concernant Khodr Khaled al-Nabush et Moustafa Mohammad Sharaf, qui auraient été libérés par l'Armée nationale libyenne.

Informations reçues de diverses sources

132. Des sources ont communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Appel urgent conjoint

133. Le 31 janvier 2023, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant l'exécution d'Al-Mahdi Ibrahim Abdulhamid al-Barghathi, ancien Ministre de la défense au sein du Gouvernement d'entente nationale, et la commission, contre Abdulaziz Alhasouni Mohammed Imbarak, Ali Mohamed Ali Bukhatwa, Fathi Fouzi Alhasouni Mohammed, Mohammed Faraj Milad al-Baraki, Serag Soliman Saleh Soliman, Younus Salim Younus Abdulaziz et Sanid Sulayman Salih Sulayma, d'actes assimilables à des disparitions forcées ayant mis leur vie en danger après qu'ils ont été détenus, à ce qu'on affirme, par des groupes qui seraient affiliés à l'Armée nationale libyenne⁵².

État de Palestine (autorités de facto)

Procédure d'action urgente

134. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Hamas les cas des dix personnes suivantes :

a) Almog Meir Jan, Evyatar David et Shlomi Ziv, qui ont été enlevés le 7 octobre 2023 alors qu'ils participaient au festival de musique Nova, près du kibboutz de Réim, par des hommes armés dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas ;

b) Agam Berger, qui a été enlevée le 7 octobre 2023 à son domicile, sur la base militaire de Nahal Oz, par des hommes armés dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas ;

c) Carmel Gat, qui a été enlevée le 7 octobre 2023 à son domicile, dans le kibboutz de Be'eri, par des hommes armés dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas ;

d) Abraham Munder, Ruth Munder et Karen Munder, qui ont été enlevés le 7 octobre 2023 à leur domicile, dans le kibboutz de Nir Oz, par des hommes armés dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas ;

e) Ohad Munder Zachri, qui a été enlevé le 7 octobre 2023 à son domicile, dans le kibboutz de Nir Oz, par des hommes armés dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas ;

f) Ohad Yahalomi, qui a été enlevé le 7 octobre 2023 à son domicile, dans le kibboutz de Nir Oz, par des hommes dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas.

135. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir aux autorités de l'État de Palestine et aux Gouvernements français et israélien une copie des dossiers concernant ces cas.

⁵² OTH 2/2024.

Procédure ordinaire

136. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Hamas, selon sa procédure ordinaire, les cas des deux personnes suivantes :

a) Doron Steinbrecher, qui a été enlevée le 7 octobre 2023 à son domicile, dans le kibboutz de Kfar Aza, par des hommes armés dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas ;

b) Emily Damari, qui a été enlevée le 7 octobre 2023 à son domicile, dans le kibboutz de Kfar Aza, par des hommes armés dont on présume qu'ils appartiennent au Hamas.

137. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir aux autorités de l'État de Palestine et au Gouvernement israélien une copie des dossiers concernant ces cas.

Conseil démocratique syrien (autorités de facto)

Procédure ordinaire

138. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Conseil démocratique syrien, selon sa procédure ordinaire, les cas des trois personnes suivantes :

a) Une personne qui a été capturée et détenue en janvier 2018 par les Forces démocratiques syriennes dans le nord-est de la République arabe syrienne ;

b) Une personne qui a été capturée à Baghouz en mars 2019 et détenue dans un centre de détention à Hassaké, dans le nord-est de la République arabe syrienne contrôlé par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie ;

c) Une personne qui a été capturée à Baghouz en mars 2019 par les Forces démocratiques syriennes.

Informations reçues de diverses sources

139. Des sources ont communiqué des informations sur quatre cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Yémen (autorités de facto)

Procédure ordinaire

140. Le Groupe de travail a porté à l'attention des autorités de facto à Sanaa, selon sa procédure ordinaire, le cas d'une personne qui a été arrêtée à un poste de contrôle situé dans la région d'Asahoul, dans le district d'Al Makhadir, par des hommes armés dont on présume qu'ils sont liés aux autorités de facto à Sanaa.

Annexe I

Pakistan

Standard procedure

1. Under its standard procedure, the Working Group transmitted 38 cases to the Government, concerning:

(a) An individual who was allegedly abducted in September 2022 from his place of residence in Khyber Pakhtunkhwa province presumably by the local police.

(b) An individual who was allegedly abducted in September 2022 in Karachi presumably by Pakistani State agents;

(c) An individual who was allegedly abducted in December 2016 in Karachi by officials of the Counter-Terrorism Department;

(d) An individual who was allegedly abducted in July 2016 in his home in Khyber Pakhtunkhwa province presumably by Pakistani State agents;

(e) An individual who was allegedly abducted in June 2019 in Balochistan province presumably by officers of the Pakistani military intelligence;

(f) An individual who was allegedly abducted in June 2011 in Karachi presumably by Pakistani State agents;

(g) An individual who was allegedly abducted in July 2023 in Karachi presumably by Pakistani State agents;

(h) An individual who was allegedly abducted in January 2016 in Rawalpindi by Pakistani State Agents;

(i) An individual who was allegedly abducted in February 2022 in Khyber Pakhtunkhwa province by Pakistani State officials;

(j) An individual who was allegedly abducted in October 2014 in his home in Khyber Pakhtunkhwa province presumably by officials of the Counter-Terrorism Department;

(k) An individual who was allegedly abducted in August 2017 from his home in Khyber Pakhtunkhwa province, presumably by officials of the Counter-Terrorism Department;

(l) An individual who was allegedly abducted in July 2010 in a hospital in Khyber Pakhtunkhwa province, presumably by officials of the Counter-Terrorism Department;

(m) An individual who was allegedly abducted in November 2019 from his place of residence in Sindh province by police officials and officers of the Pakistani Rangers;

(n) An individual who was allegedly abducted in May 2015 in Balochistan province by officials of the Frontier Corps;

(o) An individual who was allegedly abducted in May 2015 in Balochistan province presumably by officials of the Frontier Corps;

(p) An individual who was allegedly abducted in April 2015 in Khyber Pakhtunkhwa province by Pakistani State agents;

(q) An individual who was allegedly abducted in April 2015 in Khyber Pakhtunkhwa province by Pakistani State agents;

(r) An individual who was allegedly abducted in June 2015 in Punjab province by Pakistani State agents;

(s) An individual who was allegedly abducted in 2016 in Khyber Pakhtunkhwa province by the Frontier Corps;

- (t) An individual who was allegedly abducted in April 2017 in Khyber Pakhtunkhwa province by Pakistani State agents;
- (u) An individual who was allegedly abducted in January 2015 in Khyber Pakhtunkhwa province by Pakistani State agents;
- (v) An individual who was allegedly abducted in September 2012 in Islamabad by Pakistani State agents;
- (w) An individual who was allegedly abducted on 21 April 2015 in a hotel in Khyber Pakhtunkhwa province by Pakistani State agents;
- (x) An individual who was allegedly arbitrarily detained by members of the People's Aman Committee, and abducted in January 2015 in Khyber Pakhtunkhwa province by Frontier Corps;
- (y) An individual who was allegedly arbitrarily detained by members of the People's Aman Committee, and abducted in January 2015 in Khyber Pakhtunkhwa province by the Frontier Corps;
- (z) An individual who was allegedly abducted in June 2012 in Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa province, by local police officers;
- (aa) An individual who was allegedly arbitrarily detained in 2015 in Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa province, by Pakistani State officials;
- (bb) An individual who was allegedly abducted in May 2011 in Khyber Pakhtunkhwa province presumably by Pakistani State agents;
- (cc) An individual who was allegedly abducted in November 2014 in Punjab province by Pakistani State agents;
- (dd) An individual who was allegedly abducted in July 2018 from their place of residence in Sindh province presumably by Pakistani State agents;
- (ee) An individual who was allegedly abducted in June 2022 in Karachi presumably by Pakistani State agents;
- (ff) An individual who was allegedly abducted in November 2022 near his place of residence in Khyber Pakhtunkhwa province presumably by Pakistani State agents;
- (gg) An individual who was allegedly abducted in March 2017 in a restaurant in Punjab province presumably by Pakistani State agents;
- (hh) An individual who was allegedly abducted in January 2017 in his place of residence in Khyber Pakhtunkhwa province by officers of the Counter-Terrorism Department;
- (ii) An individual who was allegedly abducted in February 2023 in his home in Punjab province by officers of the Elite Force;
- (jj) An individual who was allegedly abducted in September 2016 Khyber Pakhtunkhwa province presumably by Pakistani State agents;
- (kk) An individual who was allegedly abducted in August 2016 in his place of residence in Khyber Pakhtunkhwa province by Pakistani State forces;
- (ll) An individual who was allegedly abducted in August 2021 in Punjab province presumably by Pakistani State agents.

Annexe II

General Allegations

Brazil

The Working Group received information from sources concerning alleged violations and obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (hereafter, ‘the Declaration’) in Brazil.

1. This general allegation focuses on enforced disappearances commenced during the military dictatorship, between 1964 and 1985; as well as on those that began after the establishment of democracy in Brazil. We would also like to refer to the two general allegations sent in 2019 and 2022 respectively to your Excellency’s Government, for which we are yet to receive replies. We would also like to further call your Excellency’s Government attention to the Committee on Enforced Disappearances Concluding observations on the report submitted by Brazil under article 29 (1) of the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearances, in particular paragraphs 13, 15 and 23 (CED/C/BRA/CO/1) and Report on follow-up to the concluding observations (CED/C/24/2).

Enforced disappearances began during the military dictatorship

2. It is alleged that the Brazilian State is yet to take full and effective measures to address the serious human rights violations committed during the dictatorship, despite several measures adopted over the years.

3. According to the information received, the first ‘death squads’ formed by civil and military police were established in the 1950s, having significantly expanded their repressive activities, including the perpetration of enforced disappearance during the military dictatorship. It is further alleged that, during the dictatorship, summary executions followed by concealment of the corpses became a systematic practice of the State to combat politically organized opposition.

4. One emblematic example of such practice was the case of the police officer Cláudio Guerra, who was convicted in June 2023 of the concealment of 12 bodies of political opponents forcibly disappeared during the military dictatorship. In the verdict, the Brazilian judiciary – 2ª Vara Federal de Campos de Goytacazes, Seção Judiciária do Rio de Janeiro¹ – recognized the imprescriptible nature of crimes against humanity and the non-applicability of the 6683/1979 Amnesty Law. However, such ruling is rather exceptional as, according to the information received, the overwhelming majority of the judiciary continues to apply the 1979 Amnesty Law and thus impunity continues to prevail for gross human rights violations, including enforced disappearances, committed during the military dictatorship. It is further alleged that legal proceedings that seek the recognition of the unconstitutionality of 1979 Amnesty Law (Actions for non-compliance with fundamental precepts/Ações de Descumprimento de Preceito Fundamental, numbers 153 and 320) are still pending before the Federal Supreme Court for discussion and resolution.

5. According to the information received, Law No. 9140/95 was one of the first attempts by the State to deal with the violations committed during the dictatorship, having established the Special Commission on Political Deaths and Disappearances (hereafter, ‘SCPDD’ or ‘the Commission’). However, it is alleged that the law was at odds with international legal standards, as it established the figure of ‘political disappearance’, applicable only to those whose disappearance was connected to their political activities and whose relatives were able to establish their militant status. As a result, the legislation concerned excluded all other victims of enforced disappearance for reasons other than political. This has led to inaction of State bodies aimed at the implementation of the rights to memory, truth, justice and

¹ <https://static.poder360.com.br/2023/06/sentenca-claudio-guerra-ditadura.pdf>.

reparation, in particular in relation to certain social groups, namely rural and urban workers, indigenous people, the LGBTI population, the residents of *favela* and the Afro-Brazilians. Although these groups were widely affected by the dictatorial violence, including through the practice of enforced disappearance, as the corresponding cases were not classified as ‘political disappearances’, they remained excluded from the transitional justice process and their claims for truth, justice, memory and guarantees of non-repetition remain unanswered.

6. It is further reported that the prevailing official narrative of events fails to fully recognize the role played, and the violations suffered by, historically disadvantaged groups, such as Afro-Brazilians and indigenous peoples, in the struggle against the dictatorial regime. According to the sources, the SCPDD book (report) on right to truth and memory does not specifically offer an analysis through the lenses of such groups.² While a subsequent publication was specifically devoted to the Afro-Brazilians,³ the struggle of indigenous peoples remains unacknowledged. Further to this, the current school curricula remain silent on the contributions of such groups to the fight against dictatorship in Brazil.

7. It is alleged that, during Jair Bolsonaro’s Government (2019-2022), the SCPDD⁴ was subject to a series of changes, including the replacement of a large part of its former members with people linked to the Armed Forces or without any track-record in defending human rights. Further to this, at the beginning of 2020, a change in the Commission’s regulations made the search for disappeared people conditional on the expression of interest by the family, contradicting the international obligation of States to act *ex officio* in these cases. Finally, in the last month of the Bolsonaro Government, SCPDD was terminated without having fully completed its mandate to address the crimes committed during the dictatorship, including enforced disappearance.

8. According to the sources one of the last measures adopted to deal with the human rights violations committed during the dictatorship was the establishment of the National Truth Commission (NTC) in 2011. However, it is alleged that the NTC made little progress due to lack of cooperation from the Armed Forces. It is further alleged that the NTC recommendation to establish a permanent body with the task of following up on its actions and recommendations, including the continuation of activities aimed at locating, identifying and handing over to the families the remains of disappeared persons (limiting the interpretation of the notion to that of persons “disappeared for political reasons), have not been implemented to date.

Enforced disappearances in democracy

9. According to information received, in 1990, 11 young residents of the Acari *favela* in Rio de Janeiro, including minors, were forcibly disappeared by the military police in what become known, at least publicly, as the first case of enforced disappearance reported during democracy. Their fate and whereabouts remain unknown to date and the families’ quest for truth, justice and reparation has gone unanswered. Further to this, two relatives of the disappeared persons, including a leading figure of the so-called “Acari Mothers” group – established to fight against institutional violence – were summarily executed on 15 May 1993, allegedly by police officers involved in the Acari enforced disappearances.⁵

10. According to information received, currently, enforced disappearances continue being perpetrated mostly under the justification of “war on crime” and “war on drug” targeting disproportionately Afro-Brazilians from impoverished communities in the *favelas*. One

² See: *Direito à verdade e à memória: Comissão Especial sobre Mortos e Desaparecidos Políticos / Comissão Especial sobre Mortos e Desaparecidos Políticos* Brasília:

Secretaria Especial dos Direitos Humanos, 2007, ISBN 978-85-60877-00-3, available here:

http://www.dhnet.org.br/dados/livros/a_pdf/livro_memoria1_direito_verdade.pdf.

³ Secretaria Especial de Políticas de Promoção da Igualdade Racial, *Direito à Memória e à Verdade: aos descendentes de homens e mulheres que cruzaram o oceano a bordo de navios negreiros e foram mortos na luta contra o regime militar*, 2009, available: <https://siac.fpabramo.org.br/searchAcao/40>.

⁴ Please note that the Working Group addressed your Excellency’s Government with the reference to SCPDD in its 2019 General Allegation.

⁵ CIDH, Relatório N° 100/21, Caso 13.691. Admissibilidade e Mérito Cristiane Leite de Souza e outros. Brasil. 20 de maio de 2021.

example is that of Mr. Amarildo de Souza who was forcibly disappeared, in July 2013, after having been taken for investigation by the Rio de Janeiro military police from the *Rocinha favela*, in the context of the so-called “Operation Armada Peace” aimed to combat drug trafficking. His family is yet to learn the truth about his fate and whereabouts and to be awarded any form of reparation, and those who were initially convicted for the crime continue working for the Rio de Janeiro military police.

11. According to the Brazilian Public Security Forum, between 2017 and 2019, an average of 183 persons have gone missing per day in Brazil, of which 62.8% are male and 54.3% black.⁶ It is further reported that, between 2003 and 2021, 1.2 million people were registered as missing in the State of Rio de Janeiro alone, of which 64% were male and 70% black. It is however not possible to disaggregate the missing from those who were forcibly disappeared. This is mainly due to the lack of full implementation and operationalization of Law No. 13.812/2019, which establishes the National Policy for the Search for Missing Persons and the National Registry of Missing Persons, entrusted upon the responsibility for the registration and search of the missing, including those forcibly disappeared.

12. The Working Group has also been informed that many of the obstacles concerning enforced disappearance stem from the fact that Brazil is yet to criminalize enforced disappearance as an autonomous crime. The process of adoption of legislation for domestic criminalization of enforced disappearance started in 2011 and is yet to be concluded. It currently awaits placement in the agenda of the Legislative House.

13. The Working Group would like to bring to the attention of the Government of Brazil articles 2, 3, 4, 10 (3), 13, 17, 18, and 19 of the Declaration, which are directly related to the present allegations.

14. Moreover, the Working Group would like to bring to the attention of your Excellency’s Government the thematic study on reparations and enforced disappearances, in particular the obligation to provide redress which includes the guarantees of non-repetition and satisfaction as well as the standards and public policies for an effective investigation of enforced disappearances, in particular the State obligation to investigate enforced disappearances. The Working Group would like to further call your attention to the study on enforced or involuntary disappearance and economic, social and cultural rights; study on best practices on enforced disappearances in domestic criminal legislation; general comment on the right to truth in relation to enforced disappearance and Guiding principles for the search of the disappeared.

15. The Working Group would be grateful for the cooperation and any information that Your Excellency’s Government can provide on the following questions:

(a) Please provide additional information or comments regarding the allegations mentioned herein.

(b) Please provide information on the efforts made by your Excellency’s Government to ensure the rights to memory, truth, justice, reparation and guarantees of non-recurrence for the enforced disappearances began during the dictatorship. In particular on the efforts made:

(i) to ensure that the 1979 amnesty law is not applied by the judiciary to hinder the access to justice and accountability. Please also provide information on the status of actions 153 and 320 pending before the Federal Supreme Court.

(ii) to address the deficiencies of law 9140/95, in particular the restrictive definition of victims of enforced disappearance enshrined therein. Please also provide information on the implementation of the rights to memory, truth, justice and reparation to all victims of enforced disappearances during the dictatorship, regardless of their political affiliation. Please provide any information on the reform of the school curricula to ensure that the narrative of the events is inclusive and recognizes the

⁶ See: FÓRUM BRASILEIRO DE SEGURANÇA PÚBLICA. *Mapa dos desaparecidos no Brasil*. São Paulo: Fórum Brasileiro de Segurança Pública, May 2023, available at: <https://forumseguranca.org.br/wp-content/uploads/2023/05/mapa-dos-desaparecidos-relatorio.pdf>.

contributions and the struggles of historically disadvantaged groups in the fight against dictatorship.

(iii) to ensure the reinstatement of the SCPDD and to ensure that it fully complies with its mandate, as well as the measure taken to ensure the right to participation of the victims in the process.

(iv) to implement the recommendations by National Truth Commission, namely the establishment of a permanent task force with the view of addressing the human rights violations, including enforced disappearances, committed during the dictatorship.

(c) Please provide information on the measures taken to ensure the rights to truth, justice, memory and reparation for the victims of enforced disappearance in the *Acari favela*. Please provide information on the measures taken to criminally prosecute those responsible for the enforced disappearances and arbitrary executions concerned.

(d) Please provide any information on measures taken to protect vulnerable and historically disadvantaged groups, such as Afro-Brazilians from going missing or being forcibly disappeared. Please provide information to the measures taken to ensure compliance with the rights to truth, justice, reparation to Mr. Amarildo de Souza's family.

(e) Please provide information on the efforts made to implement and operationalize Law 13.812/2019. In particular:

(f) Whether clear parameters were established for the production of data and public information on the phenomenon of enforced disappearance and on the existence of disaggregated data by sex, age, nationality, place of origin and racial or ethnic origin.

(g) Please also provide any information available on the State authorities responsible for the implementation of Law 13.812 and the existing cooperation mechanisms amongst the different State institutions;

(h) On the accessibility of the mechanisms to the general population and the ways in which cases are presented before the concerned authorities and the remedies provided in case of denial to file a claim.

(i) Please provide any updates on the domestic efforts to criminalize enforced disappearance as an autonomous crime, including any prospect for the Legislative House to include in its agenda the discussion on the draft law on the criminalization of enforced disappearance.

16. The Working Group requests your Excellency's Government to provide a response to the above questions within 60 days. The text of the general allegation will be published along with the Working Group's post-session report and on its website, where also any response received by your Government will be uploaded.

China

The Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances received information from credible sources concerning reported obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance ('the Declaration') in the People's Republic of China. In particular, certain forms of deprivation of liberty under the national criminal system seem to have the constitutive elements of an enforced disappearance.

1. Sources reported the ongoing use of the 'Residential Surveillance at a Designated Location' ('RSDL') and the *Liuzhi* detention, to deprive persons of their liberty in conditions of prolonged incommunicado detention in conditions tantamount to an enforced disappearance. The Working Group has received renewed concerns and in view of this stresses its calls previously addressed to your Excellency's Government in a General

Allegation,⁷ as well as in other Special Procedures communications,⁸ to review the conditions of:

(a) The RSDL, which came into effect in 2013 in the revised Criminal Procedure Law, providing the legal grounds for the holding of persons in custody for up to six months without disclosure of their whereabouts or access to lawyers and/or persons with legitimate interest. According to the information received, RSDL detention is being used in particular to curtail civil liberties by targeting human rights defenders, lawyers, civil society and political activist.

(b) The *Liuzhi* detention, which has been in operation since 2018 as a disciplinary measure within the Chinese Communist Party's (CCP) structures and is used to specifically punish any public servant or member of the CCP who are alleged to 'violate duties' or commit 'economic crimes', and against those working within academia, State-owned enterprises, State media, local contractors, or anyone related to any of the above.

2. The Working Group was informed that persons deprived of their liberty under the RSLD and *Liuzhi* systems are held in unofficial facilities, chosen at the discretion of the police or national security officers. In addition, detainees are kept isolated in solitary confinement and incommunicado detention for prolonged periods, where they face a heightened risk of ill-treatment. According to the information received, authorities do not disclose the whereabouts of the detainees and therefore persons with a legitimate interest, i.e., family members or lawyers of those detained are not granted information on their loved ones' fate, whereabouts and state of health. Furthermore, according to the information received, the detainees' rights to access legal counsel of choice or options to appeal the measure are withheld. Such conditions of detention place individuals outside the protection of the law, which is an inherent consequence of an enforced disappearance.

3. Official data disclosed by your Excellency's Government acknowledge the use of RSDL in some 23,700 instances. However, information the Working Group has received estimate that for the period 2013 to 2021, the figure is closer to 85,000. There is also an alleged progressive increase in the use of the two detention systems since their introduction - according to current estimations at least 104,492 people have been subjected to deprivation of liberty under the RSLD and *Liuzhi* systems (47,291 into RSDL and 57,201 into *Liuzhi*).

4. Since 2017, the Working Group has consistently continued to receive and raise with your Excellency's Government the alarming information about the prolonged incommunicado detention in "Vocational Education and Training Centres" (VETC), camps and facilities in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region ('XUAR', or Uyghur Region), of Uyghurs and Turkic Muslims.⁹ Sources reported that referrals to these facilities, whether for criminal or administrative reasons, occur without proper due process. Moreover, the sentencing lacks transparency, and detainees are held for an indeterminate period. According to information received, detainees in XUAR face a heightened risk of being subjected to forced labour, torture and other ill-treatment. The Working Group is seriously concerned that the detention regime in VETC facilities has no basis in international law and, particularly, in the Declaration.

5. The Working Group has also registered the concerns from reliable sources regarding an alarmingly high number of extraterritorial abductions and transnational transfers (involving arbitrary deprivations of liberty and renditions) from the Mekong region and neighbouring countries of persons who end up in secret detention or other forms of deprivation of liberty. Moreover, information shared with the Working Group demonstrates a systemic pattern pursuant to which such practices are designed to pressure and to control dissenting groups seeking protection abroad, including people belonging to ethnic and religious minorities, political dissidents, human rights defenders, journalists, refugees, and asylum seekers.

⁷ See 115th Session [General Allegation](#) (2018); 119th Session [General Allegation](#) (2019).

⁸ See [OL CHN 15/2018](#), [UA CHN 3/2017](#).

⁹ See [A/HRC/39/46](#), para 88; [A/HRC/42/40](#), para 69; [A/HRC/45/13](#), para 46; [A/HRC/48/57](#), para 71; [A/HRC/51/31](#), para 48; [A/HRC/54/22](#), para 68.

6. The Working Group was informed that individuals whose family members allegedly are or were forcibly disappeared by Chinese authorities and believed to be detained in the XUAR have no effective remedy at their disposal to establish the fate and whereabouts of their loved ones. They reportedly rarely receive official confirmation regarding their family member's status, and efforts to gather information have been largely unsuccessful. Very few detainees are allowed contact with the outside world, and even nominally 'free' Uyghurs living in XUAR have been effectively forbidden to speak with their family or friends abroad. Pursuant to the information received by the Working Group, Uyghurs, both in the country and overseas, are consistently deprived of their right to free speech, as well as their freedom to seek, receive and impart information and their right to know the truth about the fate and whereabouts of their loved ones.

7. The Working Group would like to bring to the Government's attention articles 2, 3, 8, 9, 10 to 13 and 19 of the Declaration, which are directly related to the present allegations.

8. The Working Group would be grateful for your Excellency's Government cooperation and observations on the following questions:

(a) Please provide any additional information and any comment on the allegations mentioned above.

(b) Please provide information on the measures implemented by your Excellency's Government to safeguard the civil and political rights of ethnic minorities, human rights defenders, and political activists. Please elucidate how these efforts align with international human rights law and ensure the respectful treatment of these individuals.

(c) Please provide information on how your Excellency's Government ensures that families can realise their right to know the truth about the fate and whereabouts of their family members who are deprived of their liberty pursuant to Article 10 of the Declaration and what steps your Excellency's Government is putting in place to ensure that information about the fate and whereabouts of persons deprived of their liberty and access to their loved ones, as well as to a legal counsel of choice are guaranteed.

(d) Please illustrate the applicable procedures for the arrest, deportation and deprivation of liberty of nationals residing in third countries and how your Excellency's Government ensures they are compatible with international legal obligations. In particular, provide information on the protective measures put in place when deportation and return processes concern human rights defenders, political activists, ethnic minorities, and refugees who seek asylum in neighbouring countries.

(e) Please provide information on how your Excellency's Government ensures that the family members of individuals living overseas have the right to communicate with their relatives who are deprived of liberty without fear of threats and reprisals.

9. The Working Group requests your Excellency's Government to provide a response to the above questions within 60 days. The text of the general allegation will be published along with the Working Group's post-session report and on its website, where also any response received by your Excellency's Government will be uploaded.

Iraq

The Working Group received information from the sources concerning obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (hereafter, 'the Declaration') in Iraq.

1. The Working Group received allegations concerning the draft law on missing persons (hereafter, 'the draft law') shared by the Office of the Iraqi Prime Minister to the Iraqi House of Representatives in 2023. According to the information received, the draft law fails to codify enforced disappearances as an autonomous crime, which is the responsibility of Iraq under the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearances (hereafter, 'the Convention'), ratified by Iraq in 2010.

2. Sources informed the Working Group that the draft law defines missing persons as someone who went missing, with whom contact is lost, and whose fate is unknown. Thus, the draft law does not implement the definition of enforced disappearances as provided in the Declaration and in Article 2 of the Convention. The Committee on Enforced Disappearances (hereafter, ‘the Committee’) has already previously recommended the Iraqi authorities to incorporate the offense of enforced disappearances into domestic criminal legislation as an autonomous offence (CED/C/IRQ/OAI/1).

3. According to the unofficial translation of the draft law provided to the Working Group, the aims of the draft law mentioned in Article 4 are of a purely humanitarian nature, i.e. to: (1) reduce the number of missing persons, (2) provide assistance for missing persons, (3) facilitate procedures establishing the truth of missing persons, (4) simplify the procedures of receiving reports and disclosing information, and (5) enhance awareness, assisting families in submitting reports, as well as setting up mechanisms to provide redress. While the Working Group supports such efforts, in case the persons went missing as the result of an enforced disappearance, State authorities are also under obligations to prevent these violations, conduct an investigation, prosecute perpetrators, and provide reparation to victims.

4. The draft law foresees the establishment of a Supreme National Commission on Missing Persons (hereafter, ‘the Commission’). However, there are several shortcomings in the design of the Commission, including:

(a) its independence and confidentiality are not sufficiently secured, which is of crucial importance to protect victims and the information provided by them,

(b) it does not have investigative powers,

(c) it is unclear how the Commission will interact with law enforcement, other Government and international agencies, and the judiciary,

(d) participation of victims in the Commission’s work and procedures is not secured.

5. Sources have informed the Working Group that the draft law has not been adopted yet, but there is confusion around its status, even within the House of Representatives. This affects the families of missing and forcibly disappeared persons negatively, as they do not know what to expect. Importantly, families should be included in the design of the law, as well as in its implementation, so that their needs can be addressed.

6. As such, the draft law as reported to the Working Group by sources is in blatant contradiction with the recommendations received by Iraq from the, which conducted a visit to Iraq in November 2022 (CED/C/IRQ/VR/1). Among the priority recommendations were establishing and implementing the basis for effective searches and investigations (paras. 3–22) and measures to eradicate impunity (paras. 23–36).

7. The Working Group is further concerned by statements of governmental officials in the process. According to information received, in August 2023, the Human Rights Advisor to the Prime Minister announced at the Dialogue Forum on Disappearances in the House of Representatives that there was not a single case of enforced disappearance in the country. However, there are currently 16,428¹⁰ unresolved cases concerning Iraqi authorities that the Working Group is dealing with under its humanitarian mandate, as well as 575¹¹ unresolved cases by the Committee. This is only the number of disappearances that were brought to the attention of the Working Group and the Committee – the actual number of enforced disappearances is most likely much higher.

8. The Working Group would like to bring to the Government’s attention articles 3, 4, 5, 13, 16 and 19 of the Declaration, which are directly related to the present allegation.

9. Moreover, the Working Group would like to bring to the attention of your Excellency’s Government the Guiding Principles for the Search for Disappeared Persons and, in particular, in Principle 5 (the search should respect the right to participation), Principle 13

¹⁰ See A/HRC/54/22.

¹¹ See A/78/56.

(the search and the criminal investigation should be interrelated) and Principle 15 (the search should be independent and impartial).

10. The Working Group would be grateful for your Excellency's Government cooperation and observations on the following questions:

(a) Please provide any additional information, any comment you may have on the above-mentioned allegations, as well as information on the official status of the draft law.

(b) Please provide information on any legislative initiative or practical measures that would lead to investigations and to prosecution of perpetrators of enforced disappearances.

(c) Please provide information on steps taken to ensure the families right to participation, as well as the involvement of victims' associations in the process of drafting laws and procedures addressing missing persons and enforced disappearances, including in the draft law.

(d) Please provide information on initiatives leading to providing redress and compensation to victims of enforced disappearance.

(e) Please provide information on how the authorities plan to incorporate the autonomous crime of enforced disappearance into domestic law.

11. The Working Group requests your Excellency's Government to provide a response to the above questions within 60 days. The text of the general allegation will be published along with the Working Group's post-sessional report and on its website, where also any response received by your Government will be uploaded.

Libya

The Working Group received information from the sources concerning obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (hereafter, 'the Declaration') in Libya.

1. The Working Group received alarming allegations related to the arbitrary deprivation of liberty and enforced disappearance of migrants, refugees and asylum-seekers in Libya, including women, children (often unaccompanied), and disabled persons. The information gathered suggests that the mentioned violations take place either in clandestine detention centres, or in official detention centres in Libya managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration, including the centres of Abu Salim and Ain Zara. In both cases, persons deprived of their liberty are reportedly subjected to abuses and torture and placed outside the protection of the law, while there do not seem to be effective remedies to ensure that perpetrators are held accountable and that victims obtain redress.

2. According to the information received by the Working Group, migrants, refugees and asylum-seekers arrested in urban settings or intercepted at sea in their attempts to leave Libya, are deprived of their liberty and frequently held captive for months in clandestine detention centres (including private buildings, hangars or warehouses) by militias or other armed groups, acting with the direct or indirect support of the State. The people held captive in these circumstances, which amount to secret detention, are placed outside the protection of the law and deprived of the possibility to exercise any of their fundamental rights.

3. In other cases, upon detention, migrants, asylum-seekers and refugees are brought to officially recognised detention centres managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration across Libya, five of which are located in Tripoli. Pursuant to data confirmed also by the International Organization for Migration and the United Nations High Commissioner for Refugees, around 75% of the more than 3000 people held in these facilities would be in the five detention centres located in Tripoli.

4. However, sources informed that the official registers and records of persons deprived of liberty of the said detention centres are not complete nor up-to-date and access to them would be extremely difficult. The situation is reportedly worsened by the fact that, according to the information received, upon arrest or transfer to the detention centre, detainees would

be routinely stripped of their documents and personal belongings (including mobile phones). This practice jeopardises the compilation and maintenance of accurate data on all persons deprived of their liberty and makes contact with the outside world virtually impossible. At the same time, when any person with a legitimate interest seeks to have access to information on persons held in the said detention centres, the lack of accurate registration or incomplete data further complicates the determination of their fate and whereabouts.

5. According to the information received, persons deprived of their liberty in official and unofficial detention centres are usually not enabled to communicate with, and be visited by, their families, counsel or any other person of choice, or consular authorities. With regard to official detention centres in particular, the Working Group has learned that, albeit those held there are foreigners, only a few embassies of the countries of origin are accessing the facilities to provide consular services to their nationals. In general, as it will be further detailed below, access of civil society organisations to these detentions sites is severely restricted.

6. Sources informed the Working Group that persons placed in both official and unofficial detention centres are subjected to inhumane living conditions, including chronic overcrowding, poor sanitation and lack of basic hygiene, insufficient access to healthcare, inadequate food and inconsistent access to clean water and no possibility for infection prevention measures. Reportedly, women, including pregnant and lactating, children, including unaccompanied and new-borns, are held in conditions that are especially detrimental to their physical and mental health. According to the information received, the circumstances described, the lack of contact with the outside world and the indefinite duration of their detention cause serious psychological damage to the persons concerned.

7. Moreover, the Working Group was informed that persons placed in official and unofficial detention centres are frequently subjected to abuses and gross human rights violations, including torture, forced labour and sexual violence. Reportedly, even in cases where migrants held in official or unacknowledged detention sites eventually regain their freedom, they face long-lasting consequences for the harm suffered, including post-traumatic stress disorder. According to the sources, the Government does not offer any effective remedy or programme of psychosocial support to address the described situations.

8. The Working Group learned that, in some instances, the conditions or the abuses referred to in the previous paragraph, have led to the death of persons deprived of their liberty in both official and unofficial detention centres. However, when this happened, no accurate investigations and forensic examinations were carried out to ascertain and record the circumstances and cause of death and the destination of the remains, thus hampering the right to know the truth of relatives of these persons. It is equally unclear whether authorities undertake any measures to preserve the mortal remains and to facilitate their subsequent identification and return to the countries of origin.

9. Furthermore, sources informed that civil society organisations aiming at monitoring conditions of detention and assisting persons held captive in facilities managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration experienced hindrances in their activities and are often denied access to the detention centres. The reported situation further isolates persons deprived of their liberty and exposes them to the risk of enforced disappearance.

10. The Working Group was informed that, reportedly, persons held in the said detention centres would not be enabled to bring proceedings before competent authorities to determine whether their deprivation of liberty is lawful and, when authorities decide to transfer or expel or extradite them, they would be unable to challenge in any ways such decisions, including when they may amount to a violation of the principle of *non-refoulement* and expose them to the danger of enforced disappearance.

11. Finally, according to information received by the Working Group, there are no instances of investigations on the above-mentioned circumstances and abuses, which are reportedly covered by impunity and there would not be any effective remedy available to obtain redress for the harm suffered in the detention centres concerned.

12. The Working Group would like to bring to the Government's attention articles 3, 9, 10 to 13 and 19, of the Declaration, which are directly related to the present allegations.

13. Moreover, the Working Group would like to bring to the attention of your Excellency's Government the obligations spelled out in its thematic report on enforced disappearances in the context of migration, as well as in the Guiding Principles for the Search for Disappeared Persons and, in particular, in Principles 4 and 9, which respectively establish that the search should follow a differential approach, especially when women, girls and children are concerned, and should take into account the particular vulnerability of migrants. We recall also the general comments on women affected by enforced disappearances and on children and enforced disappearances.

14. The Working Group would be grateful for your Excellency's Government cooperation and observations on the following questions:

(a) Please provide any additional information and any comment you may have on the above-mentioned allegations.

(b) Please provide detailed information on the measures taken to uphold the prohibition of secret detention and to carry out investigation into the allegations of the existence of clandestine detention centres where migrants, refugees and asylum-seekers are held across the country, to locate such centres and free and assist all those arbitrarily held there, and to identify the persons who set up and run these facilities, prosecute and hold them accountable.

(c) Please provide detailed information on the legal grounds for indefinitely depriving the liberty of migrants, asylum-seekers and refugees and holding them in facilities managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration without access to due process rights.

(d) Please provide detailed information on whether official up-to-date registers of all persons deprived of their liberty in detention centres managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration are maintained and, on the measures, taken to ensure that relatives of persons deprived of their liberty, their counsel or any other person having legitimate interest have access to the information contained in such registers.

15. Please provide information on the measures adopted to ensure that any person deprived of liberty held in facilities managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration is authorised to communicate with, and be visited by, his or her family, counsel or any other person of choice, including consular authorities.

16. Please provide detailed information on the measures adopted to ensure that those held in facilities managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration live in humane conditions and have access to medical assistance and care, food and clean water. Moreover, kindly inform on the measures taken to ensure that they are not subjected to abuses and gross human rights violations, including torture, sexual violence and forced labour and that allegations in this regard are subjected to prompt, independent, impartial, thorough and effective investigations and those responsible are prosecuted and sanctioned.

17. Please provide detailed information on the measures taken when a person held in one of the detention facilities managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration dies to determine and register the circumstances and cause of death, and the mark of the place where the mortal remains are buried.

18. Please provide detailed information on the measures adopted to ensure that civil society organisations aiming at assisting persons deprived of their liberty in facilities managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration are regularly granted access to the detention centres and that their activities are not subjected to arbitrary or unlawful interferences and restrictions.

19. Please provide detailed information on the measures adopted to ensure that persons deprived of their liberty in facilities managed by the Libyan Directorate to Combat Illegal Migration are entitled to take proceedings without delay before a court to determine the lawfulness of their deprivation of liberty and to challenge decisions of transfer, expulsion or extradition that may expose them to the danger of enforced disappearance, in contravention of the principle of *non-refoulement*.

20. Please provide detailed information on how your Government ensures that any person having knowledge or legitimate interest, who alleges that a person has been subjected to enforced disappearance is able to lodge a complaint to a competent and independent State authority. Furthermore, please inform on how your Excellency's Government ensures that enforced disappearances are promptly, thoroughly and impartially investigated, even if there has been no formal complaint.

21. Please provide information on the measures taken to guarantee that any person who commits, orders, solicits or induces the commission of, attempts to commit, is an accomplice to, or participates in, an enforced disappearance, is held criminally responsible.

22. Please provide detailed information on the measures taken to cooperate with other States, including the States of origin, transit or destination of migrants, refugees and asylum-seekers, in searching for, locating and releasing disappeared persons and, in the event of death, in exhuming and identifying them and respecting and returning their remains. In particular, kindly provide information on the measures taken to ensure that foreigner persons deprived of their liberty in Libya are allowed to communicate with their consular authorities.

23. Please provide information on the measures taken to search and find disappeared persons – in particular migrants, refugees and asylum-seekers – in line with the Guiding Principles for the Search for Disappeared Persons.

24. Please provide detailed information on the applicable legislation and the measures undertaken to ensure that any victim of enforced disappearance (thus including the disappeared person and any other person having suffered a direct harm) obtains adequate compensation and integral reparation, including measures of rehabilitation and satisfaction, for the harm suffered.

25. The Working Group requests your Excellency's Government to provide a response to the above questions within 60 days. The text of the general allegation will be published along with the Working Group's post-session report and on its website, where also any response received by your Government will be uploaded.

United States of America

The Working Group received information from sources concerning obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of all Persons from Enforced Disappearance (hereafter, 'the Declaration') in the United States of America.

1. The Working Group received alarming allegations related to enforced disappearance of migrants, refugees, and asylum-seekers, including women, pregnant women and children, and disabled persons seeking protection in the United States of America. The information gathered suggests that Customs and Border Protection (CBP), the U.S. Coast Guard, and other State agents have deprived migrants, refugees, and asylum-seekers of their liberty, subjecting them in *incommunicado* detention for days, placing them outside of the protection of the law and depriving them of fundamental rights, without ensuring that families, legal representatives or others persons with a legitimate interest have access to information about their fate or whereabouts. Notably, a deprivation of liberty followed by a refusal to acknowledge it or by concealment of the fate or whereabouts of the disappeared person, which place such a person outside the protection of the law, regardless of the duration of the said deprivation of liberty or concealment, amounts to enforced disappearance.

Allegations of Enforced Disappearance by Customs and Border Protection

2. According to sources, in April 2023, the United States Government implemented new policies to facilitate the expedited removal of individuals detained by CBP agents. Under these new policies, immigration officials begun to conduct screenings of asylum-seekers in CBP custody, known as 'credible fear interviews' (hereafter, CFIs). The purpose of the CFIs is to determine if the asylum-seeker has a credible fear of returning to their country of origin.

3. The Working Group received information that CBP has no system for family members or legal representatives to locate or identify individuals held in custody by CBP. Additionally, CBP does not permit visits by legal representatives or family visits to detention centers. The absence of a system, according to sources, makes contact with the outside world virtually impossible, prevents persons with a legitimate interest from accessing information about migrants, refugees, and asylum-seekers in detention, and further impedes the determination of their fate and whereabouts.

4. At the same time, according to the information submitted to the Working Group, individuals held *incommunicado* must frequently persuade officials that they have a viable asylum claim, often without the assistance of an attorney or family members. Pursuant to the new policies, asylum-seekers must demonstrate a “significant possibility” that their asylum claim will be successful before an immigration judge to avoid immediate deportation while in CBP custody. Deportation may expose them to the risk of enforced disappearance in their country of origin.

5. Furthermore, the Working Group was informed that, in accordance with CBP policy, individuals “should generally not be held for longer than 72 hours in CBP hold rooms or holding facilities.”¹² However, in one instance brought to the attention of the Working Group, CBP held two Cuban asylum-seekers *incommunicado* for nearly ten days, although they had signed representation agreements, and their attorneys made multiple requests for information about their clients’ whereabouts and asked to meet with them. Counsels only learned their clients’ location after their clients were deported and called the attorneys from Mexico, where they could face the risk of enforced disappearance.

6. Special concerns are related to children’s situation. The Working Group was informed that CBP officials routinely separate families without providing separated family members with a way to contact or communicate with each other. One group offering legal services documented over 1,000 incidents of family separation while in CBP detention in California during a three-month period in 2023. Sources described several examples of family separation, where young children are separated from their parents. One example provided by sources to the Working Group involves an 11-year-old Colombian boy who was separated from his parents in 2022 and processed as an unaccompanied minor. In each of the examples provided, separated family members were unable to contact or obtain information about their loved one’s fate or whereabouts for days or weeks. This Working Group has underscored the torture and the emotional and psychological distress that uncertainty about the fate of a loved one generates for the family members of forcibly disappeared persons, especially when children are involved.¹³

7. Another example provided by sources to the Working Group involves an 18-year-old Venezuelan teenager with autism who was separated from his parents and three-month-old baby sister by Border Patrol in September 2023, despite his mother’s pleas to keep them together and documentation of his disability. She was told: “it doesn’t matter that he has autism, he is eighteen.” Two days later, the parents and the baby were released and were denied information on the whereabouts of their older son. Two additional days later, the parents received a phone call from their son, who informed them that he had been returned to Reynosa, Mexico, the city they had fled after their relatives had been kidnapped.

8. According to the information received, detainees are subjected to inhumane and degrading conditions causing considerable physical and psychological suffering. The sources described the death of a young girl in CBP custody after she was denied medical care and asylum-seekers abandoning their claims due to the detention conditions. The submission also referred to reports by human rights organizations that document the detention of men, women, and children, including infants, in frigid holding cells and 160 cases of misconduct and abuse of asylum applicants by CBP agents and other immigration officials.

¹² U.S. Customs and Border Protection, National Standard on Transport, Escort, Detention and Search, 14 (2015) <https://www.cbp.gov/sites/default/files/assets/documents/2020-Feb/cbp-teds-policy-october2015.pdf>.

¹³ See A/HRC/45/13/Add.3, para. 60; A/HRC/30/38/Add.5, paras. 23-32.

Allegations of Enforced Disappearance by U.S. Coast Guard and Military

9. This Working Group also received allegations of “so called” short-term enforced disappearances committed by the U.S. Coast Guard or U.S. military. According to the information received, the U.S. military conducts maritime interception operations and detains migrants, refugees, and asylum-seekers on military ships and at an offshore detention center. The U.S. Coast Guard intercepts individuals attempting to migrate to the United States by sea. According to the submission received by the Working Group, in fiscal year 2022, the U.S. military and Coast Guard intercepted more than 12,000 Haitians and Cubans in this manner. According to the sources, agencies that intercept vessels have no system for family members or legal representatives to locate or identify persons deprived of their liberty and the detainees are not provided the opportunity to contact family or legal counsel. Under the Declaration, the definition of enforced disappearance includes situations when persons are detained, and the authorities subsequently refuse to provide information about the whereabouts of those persons or conceal their fate or whereabouts regardless of the duration of the detention.

10. The Working Group was informed that the U.S. military and Coast Guard often detain migrants, refugees, and asylum-seekers in cramped, unhealthy conditions without access to adequate food, water, or medical attention, keeping them in *incommunicado* detention for hours or days, exposing them to the risk of enforced disappearance. According to the source, the U.S. military has commonly detained hundreds of migrants on crowded flight decks for days without access to adequate sanitation, shelter, or security and with no means to communicating with relatives about their whereabouts or wellbeing.

11. In 1993, the U.S. Supreme Court held in *Sale v. Haitian Centers Council, Inc.* that Haitians intercepted on the high seas could be repatriated by U.S. officials without any determination of their refugee status or protection needs. Sources informed the Working Group that detained individuals are visually inspected to determine if they have a credible fear, and most groups are returned to their country of origin without access to legal counsel. Such decisions violate the principle of *non-refoulement* and expose them to the risk of enforced disappearance.

Allegations regarding “Remain in Mexico” and Title 42 program

12. In other cases, according to the information submitted to the Working Group, thousands of migrants have been forced to stay in Mexico under the so-called “Remain in Mexico” program and Title 42 policy.¹⁴ Sources provided the Working Groups with dozens of examples involving individuals who were returned to Mexico to stay in that country while their asylum applications were being processed in the United States, violating the principle of *non-refoulement*. These individuals were exposed to the risk of enforced disappearance and other crimes, such as torture, sexual violence and kidnaping, among others. According to the information received, some of them were detained by Mexican law enforcement agents, including immigration officials, and handed over to non-state actors who held them for ransom. Many of the cases presented by the sources concern children and pregnant women.

13. Finally, according to information received by the Working Group, there are no instances of investigations of *incommunicado* detention by U.S. authorities, which reportedly remain in impunity. Nor do the victims have access to an effective remedy available to obtain redress for the harms suffered while in detention.

¹⁴ The “Remain in Mexico” (officially called the Migrant Protection Protocols) program at the Mexico-United States border was first enacted in 2019 by the Trump administration and restarted by the Biden administration in 2021. The program requires certain asylum-seekers to wait in Mexico while their claims are adjudicated in US immigration courts. Between March 2020 and May 2023, Title 42, (a U.S. policy that prohibited the entry of non-citizens at U.S. land borders based on public health concerns, also impeded access to asylum procedures and the identification of potential international protection needs, which may be contrary to the State’s international obligations), allowed U.S. immigration officials to quickly remove migrants from the United States on the grounds of preventing the spread of COVID-19.

14. The Working Group would like to bring to the Government's articles 2, 3, 7, 8, 9 to 13 and 19 of the Declaration, which are directly related to the present allegation.

15. The prohibition of enforced disappearance has attained the status of *jus cogens*, and as provided in article 7 of the Declaration, no circumstances whatsoever may be invoked to justify enforced disappearances. In accordance with article 10 of the Declaration, States must ensure that accurate information on the detention of persons and their place or places of detention, including transfers, is made promptly available to their family members, their counsel or any other persons having a legitimate interest in the information.

16. Moreover, the Working Group would like to bring to the attention of your Excellency's Government the obligations spelled out in its thematic report on enforced disappearances in the context of migration, as well as in the Guiding Principles for the Search for Disappeared Persons and, in particular, in Principles 4 and 9, which respectively establish that the search should follow a differential approach, especially when women, girls and children are concerned, and should take into account the particular vulnerability of migrants. We also recall the general comments on women affected by enforced disappearances and on children and enforced disappearances.

17. The Working Group would be grateful for your Excellency's Government cooperation and observations on the following questions:

(a) Please provide any additional information and any comment on the allegations mentioned above.

(b) Please provide information on the measures adopted to ensure that no migrants, refugees, or asylum-seekers are held in *incommunicado* detention without the means to communicate with legal experts, family members, or any other person having a legitimate interest to have access to information on their fate and whereabouts.

(c) Please provide information on whether official, up-to-date, registers of all persons deprived of their liberty are maintained in every place of detention and the measures taken to ensure that relatives of persons deprived of their liberty, their counsel, or any other person having legitimate interest have access to the information contained in such registers.

(d) Please provide detailed information on the legal grounds for maintaining migrants, refugees, and asylum-seekers in *incommunicado* detention by CBP, the U.S. military or the U.S. Coast Guards.

(e) Please provide information on the measures adopted to ensure that any person deprived of liberty by CBP, the U.S. military, or the U.S. Coast Guard is authorized to communicate with, and be visited by, his or her family, counsel or any other person a legitimate interest, including consular authorities.

(f) Please provide detailed information on the measures adopted to ensure that those detained by CBP, the U.S. military, or the U.S. Coast Guard who are detained in inhumane conditions have access to medical assistance and care, food, and clean water. Also, please provide information on special measures taken for women, pregnant women, children, and disabled persons. Moreover, kindly inform on the measures taken to ensure that they are not subject to torture, abuses or any gross human rights violations and that allegations in this regard, are subject to prompt, independent, impartial, through and effective investigations and those responsible are prosecuted and sanctioned.

(g) Please provide detailed information on the measures adopted to ensure that civil society organisations aiming at assisting persons deprived of their liberty by CBP, the U.S. military, or the U.S. Coast Guard are regularly granted access to the detention centres and that their activities are not subjected to arbitrary or unlawful interferences and restrictions.

(h) Please provide detailed information on the measures adopted to ensure that persons deprived of their liberty in facilities managed by CBP, the U.S. military, or the U.S. Coast Guard are entitled to take proceedings without delay before a court to determine the lawfulness of their deprivation of liberty and to challenge decisions of transfer, expulsion or extradition that may expose them to the danger of enforced disappearance, in contravention of the principle of *non-refoulement*.

(i) Please provide detailed information on how your Government ensures that any person having knowledge or legitimate interest, who alleges that a person has been subjected to enforced disappearance is able to lodge a complaint to a competent and independent State authority. Furthermore, please inform on how your Excellency's Government ensures that enforced disappearances are promptly, thoroughly, independently and impartially investigated, even if there has been no formal complaint.

(j) In case migrants and asylum-seekers are deported or transferred without the opportunity of presenting before the U.S. authorities a complaint for the violations suffered during their detention or during their *refoulement* to their country or another country, please provide information if the United States embassies or consulates have any special mechanism for receiving these complaints from the country where the person has been deported or relocated.

(k) Please provide detailed information on the measures taken to cooperate with other States, including the States of origin, transit or destination of migrants, refugees and asylum-seekers, in searching for, locating and releasing disappeared persons and, in the event of death, in exhuming and identifying them and respecting and returning their remains. In particular, kindly provide information on the measures taken to ensure that foreign persons deprived of their liberty in the United States are allowed to communicate with their consular authorities.

(l) Please provide detailed information on how the family of a refugee, an asylum-seeker or a migrant who has been detained by US authorities is able to obtain information about his or her relatives' fate and whereabouts from the country of origin or the country where it is located.

(m) Please provide information on the measures taken to search and find disappeared persons – in particular migrants, refugees and asylum-seekers – in line with the Guiding Principles for the Search for Disappeared Persons.

(n) Please provide information on the measures taken to guarantee that any person who commits, orders, solicits, or induces the commission of, attempts to commit, is an accomplice to, or participates in an enforced disappearance, is held criminally responsible.

(o) Please provide detailed information on the applicable legislation and the measures undertaken to ensure that any victim of enforced disappearance (thus including the disappeared person and any other person having suffered direct harm) obtains adequate compensation and integral reparation, including measures of rehabilitation and satisfaction, for the harm suffered.

18. The Working Group requests your Excellency's Government to provide a response to the above questions within 60 days. The text of the general allegation will be published along with the Working Group's post-sessional report and on its website, where also any response received by your Government will be uploaded.

Annexe III

Press releases and statements

1. On 12 October 2023, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issues a press release condemning the targeted and deadly violence directed at civilians in Israel and violent and indiscriminate attacks against Palestinian civilians in Gaza and a further tightening of the unlawful blockade, which will have devastating impacts on the whole civilian population.¹
2. On 17 October 2023, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release calling on China to consider alternative solutions to forcible repatriation of North Korean escapees in line with the principle of non-refoulement guaranteed under international law.²
3. On 18 October 2023, the Working Group endorsed the statement of the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders calling on China to release the human rights defender Guo Feixiong, whose health has been seriously deteriorating in prison.³
4. On 18 October 2023, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release urging the Government of Sri Lanka to ensure that the proposed counter-terrorism bill meets international human rights standards.⁴
5. On 19 October 2023, the Working Group issued a press release announcing its official visit to the African Union organs with judicial and human rights mandates and other regional bodies to be conducted from 21 to 26 October 2023.⁵
6. On 30 November 2023, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release concerning the alarming escalation of violence in Sudan, particularly sexual violence committed in the conflict, primarily by the Rapid Support Forces.⁶
7. On 8 December 2023, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release urging the UN member States to use all measures at their disposal and their influence to promote an immediate and permanent ceasefire in Gaza.⁷
8. On 14 December 2023, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a statement calling for a permanent ceasefire in Gaza to protect the rights and futures of women and girls in the occupied Palestinian territory and Israel.⁸
9. On 19 December 2023, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release emphasising the need for the international community to support civil society groups expressing international solidarity in pursuit of peace and social justice and not to conflate international solidarity with antisemitism or islamophobia.⁹
10. On 15 January 2024, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release welcoming the recent decision by Suriname's highest

¹ Israel/occupied Palestinian territory: UN experts deplore attacks on civilians, call for truce and urge international community to address root causes of violence | OHCHR.

² China must not forcibly repatriate North Korean escapees: UN experts | OHCHR.

³ China: UN expert urges release of human rights defender Guo Feixiong | OHCHR.

⁴ UN experts say Sri Lanka's counter-terrorism bill fails to heed their recommendations, status quo fundamentally unchanged | OHCHR.

⁵ UN experts on enforced disappearances to visit African Union | OHCHR.

⁶ Sudan: UN experts appalled by use of sexual violence as a tool of war | OHCHR.

⁷ UN experts urge States to unite for peace and push for ceasefire in Gaza | OHCHR.

⁸ Occupied Palestinian territory and Israel: UN experts call for permanent ceasefire to protect rights and futures of women and girls | OHCHR.

⁹ Support civil society's international solidarity efforts for peace: UN experts | OHCHR.

court upholding the 20-year prison sentence of former President Desiré Delano Bouterse for the torture and extrajudicial execution of 15 political opponents in 1982.¹⁰

11. On 19 January 2024, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release expressing grave concern that the trial in the United Arab Emirates of 84 members of civil society on spurious terrorism charges could result in the death penalty or lengthy prison sentences for acts allegedly committed in 2010-2011.¹¹

12. On 24 January 2024, the Working Group, together with other Special Procedures mechanisms, issued a press release hailing the judgment of the European Court of Human Rights holding that Greece had violated a Syrian refugee's right to life when its coastguards shot at a vessel carrying migrants and asylum seekers in 2014.¹²

13. On 31 January 2023, the Working Group with other Special Procedures mechanisms, issued a press release concerning the landmark ruling by the International Court of Justice, which they noted offers the first concrete hope to protect civilians in Gaza enduring apocalyptic humanitarian conditions, destruction, mass killings, wounding and irreparable trauma.¹³

¹⁰ Suriname: UN experts welcome landmark ruling against former President Desiré Bouterse, urge implementation | OHCHR.

¹¹ United Arab Emirates: UN experts alarmed by new charges brought against civil society in UAE87 trial | OHCHR.

¹² UN experts hail landmark ruling by European Court of Human Rights on shooting by Greek Coastguard | OHCHR.

¹³ Gaza: ICJ ruling offers hope for protection of civilians enduring apocalyptic conditions, say UN experts | OHCHR.

Annexe IV

Intersessional activities of the members

1. On 11 October 2023, Ms. Neelapajit participated in an Asia-Pacific Regional Dialogue on the important role of regional human rights mechanisms in complementing the international and national human rights systems in the Asia-Pacific Region.
2. On 16 October 2023, the Chair-Rapporteur of the Working Group, Ms. Aua Baldé addressed the UN General Assembly, Third Committee, presenting the annual report and the thematic study on new technologies and enforced disappearances.
3. On 21 October 2023, the Vice-Chair of the Working Group, Ms. Gabriella Citroni conducted a training session on international standards regarding enforced disappearances to over 150 prosecutors in Peru, requested by the Peruvian authorities. The event garnered the participation and support of the Committee on Enforced Disappearances, the International Committee of the Red Cross, and of the Office of the High Commissioner for Human Rights in Peru.
4. On 22 October 2023, Ms. Baldé and Ms. Delgadillo Pérez participated in a Panel on the Situation of Enforced Disappearances and Elections in Africa, organized by the Working Group on Death Penalty, Extrajudicial, Summary or Arbitrary Killings and Enforced Disappearances in Africa, the Committee for the Prevention of Torture in Africa, during the 77th ordinary session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR).
5. On 25 October 2023, Ms. Baldé participated in a Side Event on the Addis Ababa roadmap and HR75, at the margins of the 77th ordinary session of the ACHPR.
6. On 27 October 2023, Ms. Baranowska participated in an event organized by the UN Special Rapporteur on Iran on the side-lines of his presentation at the UN General Assembly Third Committee in New York. The topic of the side event was "Seeking Accountability for the 1988 extrajudicial executions and enforced disappearances".
7. On 2 November 2023, Ms. Delgadillo Pérez participated online in a meeting with the Chilean organization Londres 38.
8. On 6 November 2023, Ms. Delgadillo Pérez participated online in a meeting with the Search Unit from Missing Persons from Colombia.
9. On 7 November 2023, Ms. Delgadillo Pérez participated in an online meeting with NGOs from Chile.
10. On 8 November 2023, Ms. Neelapajit participated in the launch of the report "In the dark", organized by the Karen Human Rights Group, an NGO working on Myanmar and based in Thailand.
11. On 11 November 2023, Ms. Baldé participated in a post-graduate seminar organized by Universidade Catolica Portuguesa (Porto), where she discussed the protection against enforced disappearances within the United Nations.
12. On 10 November 2023, Ms. Delgadillo Pérez participated in the Inter-University Week on Rule of Law and Access to Justice, co-organized by different universities from El Salvador, Guatemala and Honduras and the German Society for International Cooperation.
13. On 14 November 2023, Ms. Citroni held a courtesy meeting with the new Director of the National Search Commission of Mexico (*Comisión Nacional de Búsqueda de Personas*), to present the methods of work of the Working Group, applicable standards in cases of enforced disappearances and exchanged on the possibility of technical cooperation and assistance.
14. On 24 November 2023, Ms. Delgadillo Pérez addressed the Colombian Congress in a space organized by civil society for the International Day for the Elimination of Violence Against Women. She spoke about the challenges of mothers in the search for their loved ones, and the importance of passing the bill for the protection of the rights of searching

persons and women - Senate Bill No. 139/23 (Proyecto de Ley de Protección de los Derechos de las Mujeres Buscadoras).

15. On 24 November 2023, Ms. Baranowska organized a workshop “Lost in Care: Disappearance of Unaccompanied Migrant Minors from Care Facilities in Europe”, at the Hertie School in Berlin. Also Ms. Gabriella Citroni participated in the workshop.

16. On 27 November 2023, Ms. Neelapaijit participated in the seminar “Transnational Repression and its impacts on Thailand” where she presented standards and public policies for an effective investigation of enforced disappearances and the importance of ASEAN in this regard.

17. On 30 November 2023, Ms. Citroni participated in an event in the context of the University College of London Policy & Practice seminar series, where she talked about enforced disappearances, current and historical perspectives.

18. On 5 December 2023, Ms. Baldé participated in the commemoration of the UDHR75 organized by the Community of Portuguese Language Countries where she talked about enforced disappearances and encouraged its members to ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

19. On 6 December 2023, Ms. Delgadillo Pérez participated online in a meeting with NGOs from Venezuela.

20. On 11 December 2023, Ms. Baranowska, together with Ms. Citroni, participated in the seminar “Missing Persons and Enforced Disappearances: International Institutional Responses”, organized by Università La Sapienza, in Rome, in the context of the Seminar Series “Dialoghi Romani di diritto internazionale”.

21. On 15 December 2023, Ms. Baranowska gave an online training on ‘Missing unaccompanied minors and legal obligations of states’ during the Missing Children Europe Academy organized by Missing Children Europe.

22. On 19 December 2023, Ms. Baldé participated in the workshop popularization of the African Commission on Human and Peoples’ Rights, Guidelines on the Protection of All Persons from Enforced Disappearances in Africa, organized by the ACHPR.

23. On 25 January 2024, Ms. Delgadillo Pérez participated online in a meeting with NGOs from Peru.
